

Canadian
Forces
College

Collège
des
Forces
Canadiennes



L'AFRIQUE LE TREMPLIN DE LA CHINE – LA CHINE UN SOUFFLE NOUVEAU EN AFRIQUE

le major R. Poirier

JCSP 39

Master of Defence Studies

Disclaimer

Opinions expressed remain those of the author and do not represent Department of National Defence or Canadian Forces policy. This paper may not be used without written permission.

© Her Majesty the Queen in Right of Canada, as represented by the
Minister of National Defence, 2013

PCEMI 39

Maîtrise en études de la défense

Avertissement

Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent aucunement des politiques du Ministère de la Défense nationale ou des Forces canadiennes. Ce papier ne peut être reproduit sans autorisation écrite.

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, représentée par le
ministre de la Défense nationale, 2013.

CANADIAN FORCES COLLEGE – COLLÈGE DES FORCES CANADIENNES
JCSP 39 – PCEMI 39
2012 – 2013

MASTER OF DEFENCE STUDIES – MAÎTRISE EN ÉTUDES DE LA DÉFENSE

**L'AFRIQUE LE TREMPLIN DE LA CHINE – LA CHINE UN SOUFFLE
NOUVEAU EN AFRIQUE**

By Major R. Poirier
Par le major R. Poirier

This paper was written by a student attending the Canadian Forces College in fulfilment of one of the requirements of the Course of Studies. The paper is a scholastic document, and thus contains facts and opinions, which the author alone considered appropriate and correct for the subject. It does not necessarily reflect the policy or the opinion of any agency, including the Government of Canada and the Canadian Department of National Defence. This paper may not be released, quoted or copied, except with the express permission of the Canadian Department of National Defence.

Word Count : 17 730

La présente étude a été rédigée par un stagiaire du Collège des Forces canadiennes pour satisfaire à l'une des exigences du cours. L'étude est un document qui se rapporte au cours et contient donc des faits et des opinions que seul l'auteur considère appropriés et convenables au sujet. Elle ne reflète pas nécessairement la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris le gouvernement du Canada et le ministère de la Défense nationale du Canada. Il est défendu de diffuser, de citer ou de reproduire cette étude sans la permission expresse du ministère de la Défense nationale.

Compte de mots : 17 730

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	ii
LISTE DES TABLEAUX	iii
SOMMAIRE	iv
INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1 : INTÉRÊTS DE LA CHINE	5
Pourquoi la Chine mise-t-elle sur l’Afrique?	7
Des évènements qui ont incité cette relation	8
Les pressions économiques	12
L’appétit chinois – certaines causes et effets	16
La route vers l’Afrique – ajustements de politiques	19
Le laissez-faire chinois	24
CHAPITRE 2 : INTÉRÊTS DE L’AFRIQUE	32
Certains faits historiques – la voie vers la compréhension	33
Développement et démocratie – le choc du progrès	37
Le modèle chinois	38
La formule générique chinoise	43
Politique de non- interférence	45
Corruption	46
L’Afrique et sa croissance	48
CHAPITRE 3 : LES PERSPECTIVES D’AVENIR	52
Les organisations financières internationales et leur influence	53
La Chine qui suit l’Occident	54
L’Afrique au sein des forums de concertation	57
NEPAD	58
Le FOCAC	60
IBSA et BRICS	62
La Chine et la piraterie	64
CONCLUSION	67
BIBLIOGRAPHIE	70

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.1 – PIB : Chine, Canada et États-Unis

Tableau 1.2 – China import of Oil 2011 (Ten Thousand Barrels per Day)

SOMMAIRE

La Chine façonne l'environnement économique africain grâce à une politique des affaires étrangères élaborée où les relations sino-africaines y jouissent d'une place. Bien que la forte croissance économique de la Chine soit souvent utilisée pour simplifier cette relation, d'autres événements clés doivent être analysés afin d'expliquer comment la Chine a pu consolider sa position en Afrique au cours des dernières décennies. Les pays africains ainsi plongés dans une nouvelle ère de relations internationales allaient devoir ainsi rassasier l'appétit chinois. La Chine représente pour l'Afrique une opportunité de développement sans précédent qui pourrait permettre à certains pays de ce continent d'entrevoir la fin d'un statut de pays sous-développé. L'Afrique est en ce moment à la croisée des chemins en ce qui a trait à sa croissance et les nouvelles possibilités économiques amenées par la Chine représentent pour certains Africains un exemple à suivre en ce qui a trait au développement économique futur de ce continent. L'Afrique devra donc se doter d'une stratégie qui lui permettra d'assurer une diversification de ses industries afin de diminuer les tensions commerciales qui existent avec les produits importés de la Chine et surtout pour éviter de reproduire le modèle de dépendance dont elle a tant souffert dans ces relations avec l'Occident dans le passé.

« I have witnessed the tremendous energy of the masses. On this foundation it is possible to accomplish any task whatsoever. »

Mao Zedongin,
Fondateur de la République Populaire de Chine

INTRODUCTION

Poussée par sa croissance économique et la globalisation des marchés, la Chine est devenue un maillon important du capitalisme mondial¹. Elle a franchi cette étape importante en voyant son économie, autrefois archaïque, passer d'un statut de sous-développé à émergent en soutenant une croissance économique moyenne de près de 11 %² durant les 10 dernières années. Ce développement, qui est somme toute important, est en fait le résultat des efforts considérables de la Chine d'élargir ses relations internationales à partir de la deuxième moitié du 20^{ième} siècle. Cette croissance a été rendue possible parce que la Chine a été en mesure de trouver de nouveaux partenaires afin de s'approvisionner en ressources premières nécessaires à sa croissance, telles que les produits pétroliers, miniers, forestiers et ceux de l'agriculture, mais aussi pour identifier en retour de nouveaux marchés qu'elle pourrait exploiter à l'extérieur de son territoire, l'Afrique en l'occurrence.

Soutenue par les dirigeants Africains, la Chine a donc entrepris de façonner un environnement de partenariat commercial avec ce continent en attribuant une place privilégiée aux relations sino-africaines à l'intérieur de sa politique étrangère. Selon

¹ Gongwu Wang and Yongnian Zheng, *China and the New International Order*, (New York and London: Routledge, 2008), p. 10.

² Chapitre 1, tableau 1.1.

Serge Michel, ce partenariat a généré une relation gagnant-gagnant du fait que la Chine obtient accès à des ressources et que l'Afrique constate un afflux important d'investissements lui permettant de développer considérablement de nombreuses infrastructures, telles que les routes, les écoles, les barrages hydroélectriques³. Pour sa part, Roland Marchal s'oppose à cette conclusion en mentionnant que cette relation basée principalement sur l'accessibilité aux ressources premières engendrera de nouvelles inégalités entre pays africains⁴.

Mentionnons au départ que l'on ne discutera pas de l'hypothèse voulant que la Chine soit en train d'acheter le monde (ou l'Afrique dans le cas de notre étude). Même s'il est vrai que les compagnies chinoises ont fait des gains importants sur la scène internationale, Yadong et Tung rappellent dans leur étude sur l'expansion internationale des entreprises de pays émergents que les entreprises chinoises actives à l'extérieur de la Chine sont majoritairement sous le contrôle du gouvernement chinois, permettant ainsi à ce dernier de les utiliser pour la poursuite d'objectifs politiques⁵. Puisque l'intérêt des dirigeants chinois envers l'Afrique est animé par le besoin de sécuriser les ressources nécessaires à la croissance future de leur nation, ce qu'elle ne pourrait pas faire aisément

³ Serge Michel, « When China met Africa », *Foreign Policy* 166 (2008), p. 41.

⁴ Marchal Roland, « La Chine et l'Afrique : des retrouvailles aux faux-semblants », in Christophe Jaffrelot, *L'enjeu mondial*, Presses de Sciences Po « Annuels », 2008, p. 245. Consulté le 9 avril 2013, <http://www.cairn.info/l-enjeu-mondial-1---page-235.htm>

⁵ Luo, Yadong and Rosalie L. Tung, « International Expansion of Emerging Market Enterprises: A Springboard Perspective », *Journal of International Business Studies* vol 38 no 4 (2007), p. 482.

sans l'Afrique⁶, ce document réfute donc l'hypothèse voulant que la Chine soit en train d'acheter l'Afrique. L'objectif est de montrer que l'implication de la Chine en Afrique est un cas complexe de mondialisation qui ne peut se réduire à une formule de ce genre.

Par conséquent, il demeure toujours d'actualité de rechercher à identifier ce qui peut motiver ces deux partenaires à entretenir une relation s'apparentant à celle de David et Goliath. Bien que la littérature soit submergée d'analyses discutant de la relation entre la Chine et l'Afrique, la présente étude se veut un produit informatif sur les relations sino-africaines. Elle tentera de montrer que face à des opportunités de développements générées par la présence chinoise, l'Afrique devra continuer de jouer un rôle actif dans cette relation puisqu'elle ne peut tourner le dos à une telle opportunité. Elle devra apprendre à conjuguer avec les particularités singulières émanant des politiques étrangères chinoises, car après tout : l'Afrique est le tremplin de la Chine et la Chine est un souffle nouveau pour l'Afrique.

La méthodologie employée pour arriver à cette fin consistera à discuter de l'implication aux facettes multiples de la Chine dans les pays africains en approchant cette relation sous trois angles distincts : les intérêts de la Chine, les intérêts de l'Afrique et les perspectives d'avenir entre ces deux partenaires.

Puisque la Chine continue de mettre en valeurs ses relations économiques et diplomatiques avec l'Afrique⁷, le premier chapitre traitera par conséquent des raisons qui

⁶ Rotberg Robert I., *China into Africa: Trade, aid and influence*, (Washington, D.C. : Brookings Institution Press, 2008), p. 6.

ont encouragé et qui motivent toujours la Chine à entretenir, voire à promouvoir cette relation. Le deuxième chapitre tentera d'expliquer l'engouement de l'Afrique pour la Chine en abordant certains faits historiques importants pour cette relation mais aussi les notions du modèle et du dynamisme chinois. Finalement, le chapitre trois se penchera sur les perspectives d'avenir entourant cette relation et tentera d'expliquer pourquoi le développement positif des relations sino-africaines doit être favorisé en maximisant l'utilisation de certains forums de discussions.

⁷ Mawdsley Emma, « China and Africa: Emerging Challenges to the Geographies of Power », *Geography Compass* Vol 1 Issue 3 (2007), p. 406.

« Pour prévoir l'avenir, il faut connaître le passé car les événements de ce monde ont en tout temps des liens aux temps qui les ont précédés. »

Nicolas Machiavel

CHAPITRE UN : LES INTÉRÊTS DE LA CHINE

La présence chinoise sur l'échiquier africain n'est pas nouvelle. L'histoire nous apprend que plusieurs empereurs chinois ont au cours des derniers millénaires organisé des expéditions vers l'Afrique. Par exemple, au 15^{ème} siècle, le commandant en chef de la marine expéditionnaire de l'Empereur, Zheng He, s'est rendu à plusieurs reprises en Afrique. Même si ses expéditions ne sont pas répertoriées comme marquant le début d'un commerce avec ce continent, il n'en demeure pas moins que la Chine démontra déjà à cette époque un certain intérêt à l'exploration extracontinentale⁸.

Plus récemment, c'est au 20^e siècle que la position de la Chine en Afrique s'est solidifiée lorsque, après plus de deux décennies de stratagèmes et confrontations politiques tant sur la scène africaine qu'onusienne, Pékin est sorti gagnant de cette lutte contre Taiwan pour la "conquête de l'Afrique". En effet, en octobre 1971 Pékin a concrétisé sa position en Afrique, lorsque 26 pays africains ont voté pour que la Chine devienne un membre permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies (CSNU) après que les pressions exercées par les États-Unis se soldèrent par l'évincement de Taiwan⁹.

⁸ China Heritage Newsletter, *China Heritage Project - SHIPPING NEWS: ZHENG HE'S SEXCENTENARY*, The Australian National University, consulté le 12 janvier 2013, http://www.chinaheritagequarterly.org/articles.php?searchterm=002_zhenghe.inc&issue=002

⁹ Nguyen, Éric, *Les relations Chine-Afrique : l'empire du Milieu à la conquête du continent noir*, Levallois-Perret : Studyrama, 2009, p. 27.

Il ne fait donc aucun doute que l'intérêt chinois envers l'Afrique n'est pas récent. Conjugué à la réalité économique actuelle et la globalisation des marchés, il s'avère ainsi important de réfléchir aux intérêts qui stimulent cette relation. Afin d'éviter la répétition des discours usuels concernant les prétendues aspirations de conquête de la Chine, le présent chapitre tentera de montrer que le pétrole n'est pas la seule raison qui a poussé la Chine vers l'Afrique. Pour ce faire, nous aborderons sous trois angles certaines raisons qui peuvent expliquer cette relation.

Tout d'abord, nous tenterons de répondre à la question : pourquoi la Chine mise-t-elle sur l'Afrique? Pour ce faire, nous ferons un retour sur certains aspects historiques afin de comprendre cette relation en gardant en perspective le développement rapide de l'économie chinoise et ses besoins pétroliers. Deuxièmement, nous traiterons de certaines particularités économiques chinoises afin d'identifier comment l'Afrique peut répondre à certains de ses besoins. Et finalement, nous discuterons de l'approche chinoise non-interventionnelle afin d'illustrer comment celle-ci a contribué au développement des relations sino-africaines.

Cette dynamique complexe, qui devient en quelque sorte un catalyseur pour le développement et la croissance économique chinoise, n'est pas reliée uniquement aux besoins énergétiques de la Chine. Elle est aussi tributaire de certains événements historiques.

Pourquoi la Chine mise-t-elle sur l'Afrique?

Plusieurs théories existent pour expliquer la présence de la Chine en Afrique. Certains parlent de la dépendance aux matières premières, tels que le pétrole et certains minerais, pendant que d'autres soutiennent que la Chine colonise en quelque sorte certains pays africains.¹⁰ On entend même le terme conquête être utilisé pour décrire les achats économiques internationaux de la Chine. Sans pour autant dramatiser la position de la politique étrangère chinoise en Afrique, il est toutefois crucial d'établir une certaine base de connaissance commune avant d'établir une quelconque liste des intérêts.

C'est en ce sens que la prochaine section tentera de démontrer que la forte présence de la Chine en Afrique est le résultat de l'amalgamation de choix et d'obligations. Afin de soutenir ce point de vue, certains événements historiques seront tout d'abord présentés afin de faciliter la compréhension. Par la suite, nous expliquerons comment l'économie actuelle (interne et externe) peut la contraindre à maximiser ses relations avec ce continent. Finalement, nous discuterons comment les besoins en produits pétroliers associés à la croissance économique chinoise ont influencé son intérêt pour l'Afrique.

¹⁰ Friedman, Edward. « How Economic Superpower China could Transform Africa », *Journal of Chinese Political Science* 14 no 1 (2009), p. 10.

Des évènements qui ont incité cette relation

Cette affirmation prend tout son sens lorsque l'on s'attarde à tenter d'identifier les évènements passés ayant pu contribuer à fortifier la relation sino-africaine. Alors que certains sont le résultat d'actions délibérées chinoises, d'autres évènements de nature imprévus peuvent par la force des choses représenter des éléments déclencheurs ayant précipité le renforcement de la relation avec l'Afrique. Il ne faut pas se limiter à expliquer cette relation par la croissance économique rapide de la Chine, mais plutôt la comprendre à travers certains évènements clés.

Premièrement, c'est en Afrique que s'est jouée la donne finale entre la *République populaire de Chine* (RPC) de Pékin et la *République de Chine* de Taiwan. Après des décennies de confrontation politique avec Taiwan, la Chine populaire a finalement réussi en 1971 à s'adjoindre le soutien de la majorité des pays africains siégeant à l'Assemblée Générale des Nations-Unies (AGNU) et obtenir son siège permanent au CSNU en évinçant Taiwan de ce dernier. Ceci marqua donc une étape importante pour Pékin puisqu'elle contribua à sa reconnaissance diplomatique au profit de Taiwan en tant que légitime représentant de la Chine¹¹. Notons qu'à ce jour, Pékin rapporte maintenir des relations diplomatiques avec 35 pays africains contre seulement 4 pour Taiwan¹².

¹¹ Payne, R. J., and Veney, C. R., « China's post-Cold War African policy », *Asian Survey* 38 no 9 (1998).

¹² Données obtenues sur les sites officiels respectifs du PRC pour Pékin (<http://www.fmprc.gov.cn/eng/wjb/zwjg/>) et du RC pour Taiwan (<http://www.taiwanembassy.org/dept.asp?mp=1&codemeta=locationIDE#5>).

Ce gain diplomatique a permis à la RPC de tisser des liens solides au fil des années avec les pays africains, par l'entremise de décisions stratégiques sur la scène de l'ONU. Pékin continue d'entretenir ce lien en évitant de tenir des propos pouvant diminuer ses relations sino-africaines. Par exemple, dans le conflit entre le Sudan et le Sudan du Sud, la Chine a su prendre une position généralement acceptée sur la scène internationale en incitant les camps à résoudre ce conflit tout en respectant le processus mis de l'avant par l'Union Africaine¹³. Cette approche permet ainsi à la Chine de garder en quelque sorte une position neutre pour ne pas nuire à ses relations diplomatiques futures qui dans un tel cas aurait un impact négatif sur sa position commerciale dans ces pays.

Un autre évènement important, bien que catastrophique d'un point de vue humanitaire, aura obligé la Chine à favoriser des relations avec les pays africains. Au lendemain du massacre de la Place Tiananmen de 1989, les pays occidentaux ont condamné avec indignation les actions de l'armée chinoise. Après de nombreuses déclarations dans les journaux, comme celle de Joe Clark ministre des affaires étrangères canadiennes de l'époque qui demanda à la Chine d'arrêter ses massacres sanglants¹⁴, certains pays ont mis de l'avant des sanctions contre la Chine. Cela a été le cas des

¹³ CSNU, *Le Conseil de Sécurité décide que le Soudan et le Soudan du Sud prendront des mesures pour cesser immédiatement les hostilités*, consulté le 29 janvier 2013, <http://www.un.org/News/fr-press/docs/2012/CS10632.doc.htm>

¹⁴ New Straits Times, Tuesday June 6 1989, p. 8, consulté le 29 janvier 2013, <http://news.google.com/newspapers?id=vrUTAAAIBAJ&sjid=NpADAAAIBAJ&pg=6544,1211131&dq>

gouvernements américain et canadien qui ont entre autres restreint les politiques d'immigration et aussi cessé la vente d'armes à la Chine¹⁵.

Pendant que l'Occident s'indignait, une tout autre opinion émanait du côté africain. Par exemple, l'Angola transmet son appui à la Chine par l'entremise de son ministre des affaires étrangères en les félicitant de manière éloquente pour « les actions concrètes que la Chine a prise pour casser cette rébellion contre-révolutionnaire » [traduction libre]. De son côté, le président de la Namibie a félicité les militaires chinois pour leurs actions. Ces événements ont eu à l'époque une incidence majeure sur le commerce sino-africain puisqu'ils ont permis à la Chine de renouer ses relations avec de nombreux pays africains¹⁶.

Comme le fait remarquer Éric Nguyen, l'aide en provenance de la Chine est passée de 60 M\$ en 1988 à 345 M\$ en 1992. Ce dernier mentionne aussi que cette augmentation pourrait être aussi reliée à la fin de la guerre froide qui selon lui aurait incité certains pays africains à se tourner vers la Chine par peur de voir l'aide internationale détournée vers les pays émergents de l'Europe de l'Est¹⁷.

Loin de prétendre pouvoir expliquer en quelques pages l'histoire de la relation sino-africaine, cette rétrospective a permis de démontrer qu'au-delà des besoins en

¹⁵ Consulté le 29 janvier 2013, Tiananmen Sanctions: 20 Years & Counting, <http://duihua.org/wp/?p=2662>, et China through a lens, *Relationship Between China and Canada*, <http://www.china.org.cn/english/2001/Feb/7301.htm>

¹⁶ Emma Mawdsley, « China and Africa: Emerging Challenges to the Geographies of Power », *Geography Compass* Volume 1 Issue 3 (2007), p. 411.

¹⁷ Nguyen, Éric, *Les relations Chine-Afrique : l'empire du Milieu à la conquête du continent noir*, Levallois-Perret : Studyrama, 2009, p. 27.

ressources naturelles de la Chine, cette relation s'explique mieux en présentant l'effet combiné de certaines décisions et événements historiques sur cette relation. Les relations qui ont émergé de la lutte diplomatique avec Taiwan ont permis à la Chine de consolider sa position en Afrique facilitant ainsi son arrivée en tant que membre permanent du CSNU.

En fait, malgré l'atrocité humaine entourant le massacre de la Place Tiananmen et les sanctions imposées par les grandes puissances internationales de l'époque, la Chine a su tirer profit de ces relations africaines ce qui lui a permis de modifier la donne internationale à la fin de la guerre froide. Les pays africains ainsi plongés dans une nouvelle ère de relations internationales allaient devoir ainsi rassasier l'appétit chinois.

L'histoire chinoise explique donc d'une certaine manière le développement des relations sino-africaines. Par exemple, l'antagonisme entre la Chine et Taiwan s'est conclu par l'accession de la Chine au CSNU soutenu par 26 pays africains. Les événements de la Place Tiananmen ont aussi contribué à cette relation. Alors qu'elle était sévèrement critiquée par l'Ouest, certains pays d'Afrique supportaient publiquement les actions de la Chine, ce qui lui a permis de réaliser qu'il y avait en Afrique la présence d'alliés riches en ressources naturelles. Ainsi positionnée, la Chine allait au cours des années ultérieures renforcer ce lien afin de sécuriser son accès à des ressources naturelles indispensables pour soutenir sa forte croissance économique.

Les pressions économiques

Outre ces événements déclencheurs, l'appétit de la Chine doit aussi être expliqué car c'est cette faim économique qui la pousse vers l'Afrique. En abordant l'aspect économique et démographique, le but est de démontrer que la croissance chinoise combinée à son approche séduisante sont des déterminants importants expliquant sa lancée en Afrique. Débutons par une courte analyse de la croissance économique chinoise.

La Chine se développe rapidement. Tel que l'indique le tableau 1.1, elle a enregistré entre 2003 et 2010 une croissance économique annuelle moyenne de plus de 10 %. Ces résultats sont somme toute impressionnants puisqu'ils sont nettement supérieures aux résultats de 1,75 % des États-Unis et de 1,76 % du Canada pour la même période¹⁸. Le Centre de prévision scientifique de l'Académie des Sciences chinoises prévoit même une croissance d'environ 8.4 % pour l'année 2013¹⁹, une donnée encore nettement plus élevée que celles anticipées en Amérique du Nord où les États-Unis planifient une croissance entre 2.0 % et 3.2 %²⁰ alors que le Canada s'attend à 2.0 %²¹.

¹⁸ OECD, *Country statistical profile: China 2011-2012*, consulté le 26 janvier 2013, <http://www.oecd-ilibrary.org/sites/csp-chn-table-2011-1-en/index.html?contentType=/ns/KeyTable,/ns/StatisticalPublication&itemId=/content/table/csp-chn-table-en&containerItemId=/content/table/csp-chn-table-en&accessItemIds=&mimeType=text/html&site=fr>

¹⁹ China Daily Africa, *Think tank predicts 8.4% China GDP growth*, consulté le 26 janvier 2013, http://africa.chinadaily.com.cn/business/2013-01/26/content_16177396.htm

²⁰ Federal Reserve System, *Minute of the Federal Open Market committee held in December 2012*, consulté le 27 janvier 2013, <http://www.federalreserve.gov/monetarypolicy/fomcminutes20121212ep.htm>

²¹ Banque du Canada, *Publication du rapport sur la politique monétaire*, consulté le 27 janvier 2013, <http://www.banqueducanada.ca/wp-content/uploads/2013/01/declaration-preliminaire-230113.pdf>

Tableau 1.1 – PIB : Chine, Canada et États-Unis

Country	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	Moy (%)
China	10	10,1	11,3	12,7	14,2	9,6	9,2	10,3	10,93
Canada	1,9	3,1	3	2,8	2,2	0,5	-2,5	3,1	1,7625
USA	2,5	3,6	3,1	2,7	1,9	0	-2,7	2,9	1,75

Source : OECD, Country statistical profile, consulté le 26 janvier 2013, <http://www.oecd-ilibrary.org>

Malgré tout, cette croissance est aussi évoquée comme insoutenable à long terme. Comme le mentionnait le Vice-Président américain Joe Biden, la Chine fera face dans un avenir proche à un changement démographique important qui renversera les proportions entre les personnes travaillant et les personnes à la retraite, ce qui affectera considérablement sa capacité à orchestrer et maintenir une croissance économique élevée²². Même s'il attribue ce changement à la politique chinoise de l'enfant unique, l'analyse de la situation démographique actuelle supporte cet argument. Effectivement, l'Organisation du Commerce et du Développement Économique (OCDE) estimait en 2010 que 72 % de la population chinoise était groupée dans la tranche des 15 à 65 ans²³. Même si ce défi est à l'horizon, cette forte croissance économique qui est de 4 fois supérieure à celle de l'Aérique du Nord l'oblige à se retourner vers l'Afrique. Malgré les

²² Reuters, *No way China can sustain its growth: Biden*, consulté le 27 janvier 2013, <http://www.reuters.com/article/2012/02/06/us-usa-china-biden-idUSTRE8151VD20120206>

²³ OECD, *Country statistical profile: China 2011-2012*, consulté le 26 janvier 2013, <http://www.oecd-ilibrary.org>

solides alliances formées au fil des années, la Chine a su continuer à séduire les pays africains²⁴.

La compétition accrue avec les pays occidentaux, spécialement avec les EU, a forcé la Chine à se positionner comme candidat sérieux ayant la capacité de raviver l'économie africaine. En effet, tel que le relate Samy Yagadeesen dans son analyse de la politique d'assistance chinoise en Afrique, vers la fin du dernier siècle la Chine a réformé son programme d'aide préalablement basé sur des prêts afin d'inclure des prêts à taux préférentiels, des programmes de coopération et des investissements, le tout ayant pour but d'aider l'Afrique à se doter d'une économie autosuffisante en améliorant les échanges commerciaux. Par exemple, cette stratégie a permis à la Chine d'obtenir des contrats de construction majeurs au Congo: aéroport de Brazzaville et le chemin de fer reliant Pointe-Noir à Brazzaville. Par l'utilisation d'une telle stratégie, la Chine a solidifié ses relations diplomatiques avec la République du Congo, pays riche en ressources pétrolières et minières²⁵.

Cette approche d'assistance économique du gouvernement peut être considérée d'un côté comme séduisante par les Africains ou en contrepartie agressive ou même considérée malhonnête par les pays de l'Occident. Des subventions sont aussi offertes par

²⁴ Sur cette question démographique, le Journal of the American Geriatrics Society explique les politiques chinoises obligeant les familles à prendre soins de leurs aînés évitent que ce vieillissement de la population devienne un poids économique trop lourd pour la RPC. « China: The Aging Giant », Journal of the American Geriatrics Society Volume 55, Issue 8 (Aug 2007), p. 1299. <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/j.1532-5415.2007.01273.x/pdf>

²⁵ Samy Yagadeesen, , « China's aid policies in Africa: Opportunities and challenges », The round table Vol. 99, No. 406 (Février 2010), p. 79.

le gouvernement chinois aux compagnies chinoises voulant s'établir en Afrique. Comme le mentionne Éric Nguyen, une compétition déloyale existe entre les compagnies occidentales et chinoises puisque ces dernières bénéficient de subventions du gouvernement chinois, ce qui fausse les principes fondamentaux de la concurrence²⁶. Ces subventions déguisées du gouvernement chinois ont ainsi facilité l'arrivée de compagnies dans des régions instables.

La propension à prendre des risques, plus haute chez les compagnies chinoises, est une autre particularité importante de leur approche. En effet, à l'opposé de leurs concurrentes américaines, elles sont plus enclines à tenter leur chance dans des pays instables et même déchirés par la guerre. L'expérience dans des pays comme l'Angola et la République du Congo, où la Chine fut parmi les premiers à faire son entrée, a « joué en la faveur des entrepreneurs qui étaient prêts à prendre des risques » [traduction libre]²⁷.

En fait, la Chine perçoit de telles situations comme des opportunités économiques. Comme le mentionne l'Office des Nations-Unies contre la Drogue et le crime (ONUDC), les investisseurs sont normalement réticents à œuvrer dans des marchés où des conflits les rendent volatiles. Une telle approche, qui peut paraître risquée du point de vue occidental, est en fait à la fois agressive mais aussi séduisante pour les Africains. Mais la Chine a-t-elle le choix? En pleine croissance, elle doit continuer à subvenir aux demandes de sa population.

²⁶ Nguyen, Éric, *Les relations Chine-Afrique : l'empire du Milieu à la conquête du continent noir*, Levallois-Perret : Studyrama, 2009, p. 46.

²⁷ Tull, Denis M. « China's Engagement in Africa: Scope, Significance and Consequences », *The Journal of Modern African Studies* 44 no 3 (2006), p. 468.

L'appétit chinois – certaines causes et effets

La population de la Chine croît à un rythme soutenu. Avec une croissance annuelle avoisinant les 5 %²⁸, la Chine dépend de plus en plus d'importations pour satisfaire les besoins de sa société. Par exemple, l'importation de graines de soja, qui sont massivement utilisées par les chinois dans la fabrication d'huile à friture ou comme nourriture dans les fermes bovines commerciales, est passée de 1.04 million de tonnes en 2000 pour atteindre 4.26 millions de tonnes en 2009²⁹. Malgré que cet exemple puisse sembler banal, il illustre très bien les effets qu'une telle croissance a sur l'économie du pays le plus peuplé.

La combinaison de cette croissance de la population à une forte hausse continue de son PIB au cours des dernières décennies a aussi augmenté considérablement ses besoins en ressources pétrolières. Ce changement ne s'explique pas uniquement par une baisse de rendement de ses propres champs d'exploitation pétroliers. Comme pour la nourriture, la Chine doit importer des quantités considérables de pétrole afin de satisfaire à la demande. En fait, en 1993 la Chine est passée d'un statut d'exportateur à importateur net³⁰. Démontrant que la Chine demande de plus en plus de pétrole, elle s'est classée

²⁸ OECD, *Country statistical profile: China 2011-2012*, consulté le 26 janvier 2013, <http://www.oecd-ilibrary.org>

²⁹ Liuping Fan and Michael N.A., « Eskin2Frying oil use in China », *Lipid Technology*, Vo. 24 No 6 (June 2012), p. 132.

³⁰ Wenran Jiang, « Fuelling the Dragon: China's Rise and its Energy and Resources Extraction in Africa », *The China Quarterly* 199 (2009), p. 590.

deuxième en 2011 avec des importations de 5.5 millions de barils par jour contre 8.7 pour les États-Unis³¹.

Devenue maitre dans le processus de globalisation grâce à son positionnement économique axé sur le côté manufacturier, la Chine n'avait d'autre choix que de sécuriser des sources d'énergie viables afin de soutenir sa forte croissance³². Tel que présenté au tableau 1.2, en 2011 20 % de ses importations de pétrole étaient en provenance de 3 pays africains, l'Angola le Soudan et le Congo.

Tableau 1.2 – China import of Oil 2011 (Ten Thousand Barrels per Day)

Country of origine	Barrels/day	%
Saudi Arabia	1 005	19,80 %
Angola	623	12,27 %
Iran	555	10,93 %
Russia	395	7,78 %
Oman	363	7,15 %
Iraq	276	5,44 %
Sudan	260	5,12 %
Venezuela	230	4,53 %
Kazakhstan	224	4,41 %
Kuwait	191	3,76 %
UAE	135	2,66 %
Brazil	134	2,64 %
Congo	113	2,23 %
Others	572	11,27 %
Total from Africa	996	19,62 %
Total	5 076	

³¹ U.S. Energy Information Administration (EIA), "China analysis", consulté le 03 février 2013, <http://www.eia.gov/countries/cab.cfm?fips=CH>

³² Emmanuel Obuah, « Trade between China and Africa: Trends, Changes, and Challenges », *International Journal of China Marketing* 2 no 2 (2012), p. 75.

Source: US EIA,
<http://www.eia.gov/countries/cab.cfm?fips=CH>

Le résultat de cette croissance économique a aussi eu des conséquences importantes sur la répartition démographique. En marge de cette croissance économique, où l'augmentation considérable du salaire minimum chinois (12.9 % en 2006 et 4.7 % en 2007³³) a provoqué une réelle montée de leur pouvoir d'achat, un changement sociologique et démographique s'est amorcé; l'urbanisation chinoise.

Résultat d'une croissance économique rapide, le développement urbain accéléré s'est accompli au dépend des terres agricoles et des zones rurales. Ce changement a quant à lui bouleversé le mode de vie des Chinois en augmentant le nombre de citadins qui lui en retour a modifié le comportement de ces derniers. Par exemple, l'augmentation de ces centres urbains a changé les habitudes alimentaires des Chinois qui donnent une place plus importante à la viande nécessitant ainsi plus d'importation pour satisfaire les besoins en nourriture de cette société. D'un autre côté, la hausse des salaires moyens combinée à un accès au transport en commun inadéquat dans ces grandes villes a fait progresser le nombre d'utilisateurs d'automobile. Cette augmentation, qui devrait se maintenir au tour de 19 % annuellement³⁴ au cours des prochaines années, va donc continuer à influencer à la hausse les besoins pétroliers de la Chine.

³³ International Labour Office, « Global wage report 2010/11 », Geneva, p.118, consulté le 02 février 2013
http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@dgreports/@dcomm/@publ/documents/publication/wcms_145265.pdf

³⁴

Il est donc permis de prévoir que la Chine continuera d'exercer des pressions importantes sur les ressources pétrolières mondiales. En effet, la Chine doit se nourrir et sa population continue d'augmenter. Incapable de subvenir à ces propres besoins en énergie, elle n'aura d'autres choix que de continuer à sécuriser l'accès à ces ressources, ce qui la portera à renforcer ses relations économiques avec l'Afrique.

La route vers l'Afrique – ajustements de politiques

Économie est souvent synonyme de données statistiques, pourcentage, taux, ou tableaux étalant sur plusieurs années le rendement d'une compagnie ou d'un pays dans des domaines différents de la finance. Le but de la prochaine section n'est pas de multiplier les données numériques, mais plutôt de discuter sous deux volets différents de certaines particularités et certains attributs politiques de l'économie chinoise qui ont pu contribuer ou faciliter à accroître les relations sino-africaines. En premier lieu, on verra comment certaines décisions politiques du domaine social ont pu favoriser cette relation et par la suite nous discuterons de certains outils économiques utilisés par la Chine pour émerger sur le continent africain.

Au cours des pages précédentes, il a été mentionné que l'importante croissance du PIB chinois, qui se situe autour de plus ou moins 10 % depuis les 10 ans, était un déterminant important pour comprendre pourquoi la Chine s'est tournée vers l'Afrique. Au-delà de cette donnée statistique et de la création du *Forum on China-Africa Cooperation* (FOCAC), la Chine a pris des dispositions sociales par l'entremise de lois,

de politiques ou de programmes afin d'assurer le développement positif des relations économiques sino-africaines. Quelques-unes d'entre elles se sont avérées décisives.

Premièrement, en 1984 la Chine a amorcé la modification des règles entourant sa politique d'émigration. Le but était d'encourager les entrepreneurs à investir mais aussi à s'établir commercialement en Afrique³⁵. Ceci représentait en quelque sorte la première étape qui allait aider la Chine à s'installer en Afrique.

La Chine est reconnue comme étant l'usine du monde³⁶. En fait, puisque près de 72 % de sa population ont entre 15 et 65 ans, la Chine est dans une situation idéale ou elle a un bassin de travailleurs impressionnant lui donnait ainsi une capacité de production inégalée à travers le monde. Pays le plus peuplé, ses conditions démographiques lui ont permis de se spécialiser au cours des dernières décennies dans le domaine manufacturier. Puisqu'elle a aussi à un salaire mensuel moyen de 173 \$³⁷, la Chine est en mesure de produire des biens de consommation pour l'exportation à faible prix dans le domaine du textile, de l'habillement et de l'électronique. Ces produits à faible prix sont bienvenus dans les pays africains qui pour la majeure partie font face à un salaire mensuel moyen encore plus faible qu'en Chine³⁸. En effet, le salaire moyen des 35 pays

³⁵ Emmanuel Obuah, « Trade between China and Africa: Trends, Changes, and Challenges », *International Journal of China Marketing* 2 no 2 (2012), p. 81.

³⁶ Wenran Jiang, « Fuelling the Dragon: China's Rise and its Energy and Resources Extraction in Africa », *The China Quarterly* 199 (2009), p. 587.

³⁷ International Labour Office, « Global wage report 2010/11 », Geneva, p.118, consulté le 31 janvier 2013
http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@dgreports/@dcomm/@publ/documents/publication/wcms_145265.pdf

³⁸ Denis M. Tull, « China's Engagement in Africa: Scope, Significance and Consequences », *The Journal of Modern African Studies* 44 no 3 (2006), p. 594.

africains répertoriés par l'Organisation Internationale du Travail est de 113 \$³⁹. Il est donc permis de conclure que les politiques favorisant une main-d'œuvre bon marché en Chine aident aussi aux relations sino-africaines.

Deuxième disposition importante que la Chine a mise de l'avant a été sa stratégie du *Go Out*. Lancée en 2001, cette politique a eu pour but d'encourager l'industrie chinoise à conquérir les marchés étrangers. Formellement établie dans son 10^{ième} Plan quinquennal (2001-2005), la Chine a encouragé sa communauté financière entière à faciliter l'acquisition de compagnies étrangères et supporta l'émigration de compagnie chinoise vers de nouveaux marchés. Par exemple, les grandes banques chinoises y ont joué un rôle clé en facilitant le mouvement de capitaux internationaux et en offrant des prêts à taux préférentiels aux compagnies chinoises investissant en Afrique. Évidemment, cette stratégie contribua au succès qu'elle connaît actuellement en Afrique. Du côté pétrolier, le *Go Out* a permis à deux compagnies chinoises de conquérir le marché africain : la China National Offshore Oil Company (CNOOC) et la China National Petroleum Corporation (CNPC) faisaient ainsi leur apparition en prenant rapidement et respectivement le contrôle de la majeure partie de l'exploitation de pétrole au Soudan et au Nigeria. Quant à elle, Chexim offrait au gouvernement de l'Angola de réaliser de nombreux projets d'infrastructure en échange de deux milliards de dollars américains en

³⁹ International Labour Office, « Global wage report 2010/11 », Geneva

pétrole⁴⁰. La Chine venait donc de faire une entrée fracassante en Afrique et disposait de moyens démesurés que les pays occidentaux ne pouvaient pas égaler.

La Chine a mis de l'avant une troisième disposition qui allait favoriser ses relations, la politique de tarif zéro. Cette politique accorde une pause de frais d'importation concernant certains produits africains. Le résultat a été une augmentation de l'exportation de ces produits vers la chine de plus de 84 % annuellement entre 2005 et 2009⁴¹

L'outil suivant que la Chine a appris à maîtriser a été les ententes de toutes sortes ; tant économiques que coopératives à but économique. La première englobe les ententes ayant spécifiquement comme but l'atteinte d'objectifs financiers ou de faciliter l'investissement. C'est ainsi qu'à la même période que la stratégie *Go Out* était mise de l'avant, la Chine encourageait la création de corporations multinationales. Cette stratégie avait pour but de faciliter son entrée sur la scène africaine en étant compétitive avec les multinationales en provenance des pays industrialisés et reposait sur trois principes : le non-interventionnisme, des avantages économiques comparables et une politique d'aide et d'assistance diplomatique agressive⁴².

Le deuxième type d'ententes que la Chine a multiplié au cours des dernières décennies a été les traités d'investissement bilatéraux. Emmanuel Obuah rapporte qu'en

⁴⁰ Marcel Kitissou, *Africa in China's global Strategy*, London : British Library Cataloguing-in-Publication Date, 2007, p. 110-121

⁴¹ *China-Africa Trade and Economic Relationship Annual Report 2010*, Forum on China-Africa Cooperation, consulté le 31 janvier 2013, <http://www.focac.org/eng/zxxx/t832788.htm>

⁴² Emmanuel Obuah, « Trade between China and Africa: Trends, Changes, and Challenges » *International Journal of China Marketing* 2 no 2 (2012), p. 82.

« 2009 la Chine avait établi des ententes bilatérales relatives au commerce et à l'économie avec 44 pays africains ». En plus de ses ententes, la Chine a renforcé le rôle du ministère du Commerce, du ministère des Affaires étrangères, de *EXIM Bank* et de la Banque de développement de la Chine en ce qui a trait à la coordination et l'octroi d'aide internationale de telle sorte que ces entités ont été responsables de l'octroi de 5.7 milliards de dollars américains en aide de toute sorte en Afrique⁴³.

Comme mentionné, la Chine a été capable d'ajuster ses priorités domestiques grâce à sa stratégie *Go Out*, de modifier ses politiques d'émigration et de modifier ces politiques relatives aux ententes économiques afin d'offrir la capacité à ses entreprises de se positionner stratégiquement sur le marché africain. Elle a ainsi été en mesure de sécuriser son accès aux ressources pétrolières de plusieurs pays sans pour autant dicter des changements chez ceux-ci. Il existe toutefois un aspect négatif à une telle approche puisqu'aux pays déstabilisés est souvent associée la corruption⁴⁴. C'est la politique de non-interférence dans les affaires internes des pays qui devient finalement un pilier important permettant à la Chine de justifier une telle approche.

À travers une série d'ajustements en manière de politique démographique et économique, la Chine a été capable de mettre de l'avant les changements nécessaires afin d'être économiquement compétitive et de faciliter l'accès des compagnies chinoises au marché africain. Reposant sur les principes d'avantages économiques comparables et de

⁴³ *Ibid*

⁴⁴ ONUDC, *Why Fighting Crime Can Assist Development in Africa: Rule of Law Protection of the Most Vulnerable*, consulté le 30 janvier 2013, http://www.unodc.org/pdf/ART_publication.pdf

politique d'aide et d'assistance agressive, la Chine a été en mesure de prédisposer les compagnies chinoises à s'établir dans des marchés plus risqués.

Le laissez-faire chinois

La Chine est reconnue pour sa politique de non-interférence dans les affaires internes des pays. Cette approche c'est avérée gagnante pour leur stratégie en Afrique et peut d'une certaine façon être identifiée comme l'un des facteurs de sa réussite sur ce continent. Même si elle est couramment citée et utilisée par de nombreux analystes de la relation sino-africaine post-Tiananmen, cette approche s'avère dans les faits être beaucoup plus ancienne.

Celle-ci remonte à l'époque du Premier Ministre Zhou Enlai, qui a mis de l'avant en 1964 les principes qui allaient entourer la coopération économique chinoise avec d'autres pays. Par exemple, il évoqua le besoin de bénéficier mutuellement et également de l'aide, de ne pas interférer dans les affaires internes des autres pays et d'offrir des prêts sans ou à faibles intérêts⁴⁵. La Chine venait ainsi d'officialiser son entrée dans une stratégie où l'utilisation de son *soft-power* allait lui être significativement bénéfique.

Comme mentionné précédemment, les réactions africaines suivant la répression associée aux massacres de la Place Tiananmen ont été certes opposées à ceux de l'Occident allant même parfois jusqu'à féliciter la Chine pour les actions prises. Il n'en

⁴⁵ Kragelund, Peter, *The Return of Non-DAC Donors to Africa: New Prospects for African Development?*, Oxford UK : Blackwell Publishing, 2008, p. 571.

fallait pas plus pour motiver le ministre des affaires étrangères chinois de l'époque à entreprendre des visites en sol africains. Il a donc profité de ces voyages pour rappeler et renforcer la politique de non-interférence chinoise⁴⁶, prouvant donc au monde entier qu'il était prêt à user de son *soft-power*. Un peu plus tard, la création du FOCAC est venue confirmer à son tour l'intention de la Chine d'utiliser ce type d'influence.

Forte de la position acquise en Afrique durant les années 90, c'est durant la rencontre du FOCAC de 2006 que la Chine réaffirma son intérêt envers l'Afrique en promettant de continuer de maintenir son partenariat avec la Chine. Les nombreuses visites subséquentes en Afrique du président Hu Jintao en 2006 sont venues en quelque sorte renforcer cette position⁴⁷. Cette politique de non-interférence, le FOCAC va jusqu'à clairement la comparer avec l'approche des États-Unis en mentionnant :

En pratique, la Chine et les États-Unis ont des approches très différentes sur ce continent. Les activités de la Chine sont généralement de nature plus commerciales, alors que la majeure partie de son aide vient sous forme de prêts à taux d'intérêt faibles, tout en faisant preuve de non-interférence dans les affaires politiques africaines. L'aide en provenance des États-Unis est plus souvent conditionnelle et les États-Unis sont impliqués plus fréquemment dans les affaires internes de l'Afrique⁴⁸. [traduction libre]

Par exemple, la Chine n'insiste pas à inclure dans ses investissements ou ententes commerciales des clauses traitant de la violation des droits de l'homme, de protection de

⁴⁶ Taylor, I. « China's foreign policy towards Africa in the 1990s », *The Journal of Modern African Studies*, 36 no 3 (1998), http://lg4mz7rm8y.search.serialssolutions.com/directLink?&atitle=China%27s+foreign+policy+towards+Africa+in+the+1990s&author=Taylor%2C+Ian&issn=0022278X&title=The+Journal+of+Modern+African+Studies&volume=36&issue=3&date=1998-09-01&spage=443&id=doi:&sid=ProQ_ss&genre=article

⁴⁷ Asia Time On Line, « China's soft-power diplomacy in Africa », consulté le 17 janvier 2013, <http://www.atimes.com/atimes/China/HF23Ad01.html>

⁴⁸ Shimelse Ali et Nida Jafrani, « China's Growing Role in Africa: Myths and Facts », *FOCAC*, consulté le 30 janvier 2013, <http://www.focac.org/eng/jlydh/mtsy/t904634.htm>

l'environnement ou des droits des travailleurs. Malgré une telle réalité, la Chine a su tisser une relation privilégiée avec l'Afrique. Les propos suivants émis par deux politiciens africains commentant l'approche chinoise démontrent que cette approche de non-interférence est appréciée :

« On aime les investissements chinois. Nous avons une rencontre, nous discutons de ce qu'ils veulent faire, et ils le font tout simplement. Il n'y a pas de conditions préalables, ni d'évaluation sur les impacts environnementaux. Si un pays du G8 avait offert de rebâtir un stade, nous serions toujours en train d'avoir des rencontres à ce sujet. » — Sahr Johnny, Ambassadeur de la Sierra Leone en Chine⁴⁹.

« Avez-vous vu comment ils [les travailleurs chinois] travaillent? Ils ont bâti le stade Alphonse Massamba pour nous, le ministère des Affaires étrangères, le quartier général de la compagnie de télévision. Ils construisent actuellement un barrage à Imboulou. Ils ont reconstruit le système d'aqueduc de Brazzaville. Ils nous ont construit un aéroport. Ils vont construire l'autoroute reliant Pointe-Noire à Brazzaville. Ils construisent des blocs appartements pour nous. Ils vont construire un parc d'amusement sur la rivière. Tout ça a été décidé, gagnant-gagnant! C'est dommage pour vous Occidentaux, mais les Chinois sont fantastiques. » — Claude Alphonse N'Siliu, ministre congolais de la construction et du bâtiment⁵⁰.

Ces projets, qui sont centrés dans le domaine des infrastructures publiques, la Chine les utilise pour attirer la sympathie des chefs d'États africains. Ces actions se transforment en gain important dans le monde de l'influence qui plus tard lui permet de faciliter la conclusion d'ententes commerciales plus importantes. Comme le rapporte le magazine *China Briefing*, les lignes de crédit et prêts accordés à l'Angola conjointement

⁴⁹ Lindsey Hilsum, « The Chinese are coming », *New Statesman*, 4 juillet 2005, consulté le 31 janvier <http://www.newstatesman.com/node/150988>

⁵⁰ Serge Michel, « When China met Africa », *Foreign Policy* (166) (2008), p. 40.

à la réalisation de projets d'infrastructure ont permis à la Chine de sécuriser l'alimentation en pétrole angolais⁵¹.

Cette approche est aussi remarquable dans des dossiers plus complexes. Par exemple, la Chine s'est opposée de diverses façons à des actions concrètes ou prises de position de l'ONU lorsque le conflit au Darfour fit surface en 2004⁵². De plus, comme il a été mentionné précédemment, la Chine n'a jamais pris une position ferme à l'égard du conflit entre le Sudan et le Sudan du Sud. Au contraire, sa prise de position neutre suggère plutôt qu'elle pourra continuer ses activités, peu importe l'issue du conflit. L'opposé existe aussi puisque l'Afrique du Sud a pris une approche semblable en refusant le droit de visa au Dalai Lama en 2011 démontrant ainsi qu'elle n'est pas prête à mettre en danger ses relations avec la Chine en prenant position dans le conflit Chine-Tibet⁵³.

Finalement, la politique chinoise de non-interférence l'amène aussi à conclure certaines ententes ou certains échanges commerciaux quelque peu critiqués par l'Europe et l'Occident. Par exemple, en échange des ressources pétrolières, minières ou simplement primaires, certains pays d'Afrique se voient offrir l'accès aux armes

⁵¹ Zhao Shelly, « The China-Angola Partnership: A Case Study of China's Oil Relations in Africa » *China Briefing Magazine*, publié le 25 mai 2011, consulté le 31 janvier 2013, <http://www.china-briefing.com/news/2011/05/25/the-china-angola-partnership-a-case-study-of-chinas-oil-relationships-with-african-nations.html>

⁵² Denis M. Tull, « China's Engagement in Africa: Scope, Significance and Consequences », *The Journal of Modern African Studies* 44 no 3 (2006), p. 470.

⁵³ David Smith, « Desmond Tutu attacks South African government over Dalai Lama ban », *The Guardian*, 05 octobre 2011, <http://www.guardian.co.uk/world/2011/oct/04/tutu-attacks-anc-dalai-lama-visa>

chinoises. Éric Nguyen mentionne entre autres que des pays comme le Nigéria, Soudan et Congo ont obtenu l'accès à l'armement chinois en échange respectivement d'uranium, de pétrole et de concessions minières octroyées aux Chinois⁵⁴.

Vus d'un tel angle, certains pourraient être portés à admettre que la Chine est libre de commercer comme elle l'entend puisqu'elle est signataire d'aucun traité jusqu'à présent pouvant restreindre ses choix et décisions dans ce domaine. D'un autre côté, certains groupes, comme Amnesty International et Oxfam Québec, saluent le soutien par la Chine d'une résolution à l'AGNO supportant la finalisation d'un traité sur le commerce d'armes (TCA) en mars 2013⁵⁵.

Cette action doit toutefois être commentée avec une certaine réserve puisque la lecture du " Statement by de Chinese Delegation at the General Debate of the UN Conference on the Arms Trade Treaty" de juillet 2012 ne souleve aucune excitation. Dans ce document, la délégation chinoise présente les bases sur lesquelles elle entend participer aux travaux concernant un traité sur le commerce d'armes (TCA) en y affirmant que « puisque le commerce d'armes légales a un impact direct sur les intérêts politiques, économiques et la sécurité des pays, en plus de leurs besoins pour la défense nationale, le

⁵⁴ Nguyen, Éric, *Les relations Chine-Afrique : l'empire du Milieu à la conquête du continent noir*, Levallois-Perret : Studyrama, 2009, p. 50.

⁵⁵ Amnesty International, "Nations unies : le traité sur le commerce des armes se rapproche après un vote retentissant", consulté le 21 janvier 2013, <http://www.amnesty.org/fr/news/un-global-arms-trade-treaty-step-closer-after-resounding-vote-2012-11-07>; Oxfam Québec, "Accord à l'ONU pour conclure un traité sur le commerce des armes en 2013", consulté le 21 janvier 2013, http://oxfam.qc.ca/communiqués/2012-11-07_accord-l-onu-pour-conclure-un-trait-sur-le-commerce-des-armes-en-2013; Organisation des Nations-Unies, "The Arms Trade Treaty - resolution of the General Assembly 67/234", consulté le 21 janvier 2013, http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/67/234&Lang=E

TCA devrait adresser de manière équilibrée, les intérêts légitimes des états et les préoccupations humanitaires »⁵⁶[traduction libre].

Le texte continue en insistant sur le fait que la souveraineté des États concernant la validation de certaines transactions d'armes ne peut-être altérée et que la nécessité de transparence dans le commerce d'armes ne peut nuire à la sécurité nationale des pays. Le maintien d'une telle position explique la disposition de la Chine à protéger son approche de non— interférence s'appuyant sur la base même de sa politique étrangère qui est associée à la souveraineté d'un état⁵⁷.

La Chine utilise une approche de non-intervention dans ses relations sino-africaines et cet aspect est en fait probablement l'un des plus importants car il permet en quelque sorte aux pays africains d'être plus libre dans la manière d'aborder leurs ententes commerciales avec la Chine, puisqu'à l'opposé des pays de l'Ouest elle n'exige pas de réformes démocratiques en retour de son aide et ne s'immisce pas dans la souveraineté des états⁵⁸. Cette souplesse bénéficie certainement la Chine puisqu'elle obtient dans certains cas un accès privilégié à leurs ressources naturelles. En contrepartie l'Afrique en ressort aussi économiquement gagnant puisqu'en retour la Chine met à sa disposition des

⁵⁶ Organisation des Nations-Unies, "Statement by the Chinese Delegation at the General Debate of the UN Conference on the Arms Trade Treaty", consulté le 27 janvier 2013, p. 2-4.
http://www.un.org/disarmament/ATT/statements/docs/20120709/20120706_China_E.pdf

⁵⁷ Wang Gongwu et Z. Yongnian, *China and the New International Order*. (New York and London : Routledge, 2008), p. 59..

⁵⁸ Tull, Denis M. « China's Engagement in Africa: Scope, Significance and Consequences », *The Journal of Modern African Studies* 44 no 3 (2006), p. 467.

programmes d'aide financière de toute sorte : projets d'infrastructure diverses, prêts à taux préférentiels et l'annulation importante de dette.

Ce premier chapitre avait pour but de démontrer qu'au-delà des ressources naturelles offertes par l'Afrique, la symbiose entre ses deux partenaires est en fait le résultat d'une série d'éléments qui se sont déroulés depuis le milieu du 20e siècle et sur lesquels la Chine n'a pas toujours eu de contrôle. En fait, la présence de pétrole et autres ressources minières n'est pas suffisante à elle seule pour expliquer les relations sino-africaines et que les raisons suivantes doivent aussi être considérées pour expliquer l'intérêt de la Chine pour l'Afrique :

- l'arrivée de la Chine au CSNU;
- l'appui africain post-Tiananmen;
- sécuriser l'accès aux ressources naturelles pour maintenir la croissance économique chinoise;
- la flexibilité du RPC a modifié les politiques financières pour supporter les compagnies chinoises à s'installer en Afrique;
- la propension en prendre des risques dans des marchés volatils; et
- la politique de non-intervention dans la souveraineté des états.

Puisqu'une relation implique toujours plus d'une entité, il s'avère maintenant nécessaire de faire l'analyse des intérêts africains dans cette relation.

« I see the Chinese coming as a godsend opportunity to now consolidate one continent as one country. »

James Shikwati,
Libertarian head of the Inter-Region Economic Network (Kenya)

CHAPITRE DEUX : LES INTÉRÊTS DE L'AFRIQUE

Le chapitre précédent a permis d'identifier certaines notions expliquant pourquoi la Chine a intensifié au cours des dernières trois décennies ses relations commerciales avec le continent africain, démontrant ainsi que les relations sino-africaines se sont au fil des années étendues à l'extérieur des domaines pétrolier et minier pour atteindre le textile, l'électronique et l'agriculture. Il demeure toutefois difficile d'expliquer avec certitude ce qui a poussé l'accroissement des engagements bilatéraux entre ces deux parties puisqu'à prime-à-bord l'Afrique présente moins de similarités économiques et culturelles avec la Chine qu'avec l'Europe⁵⁹.

Le présent chapitre tentera donc de démontrer qu'au-delà des intérêts chinois, l'Afrique a, elle aussi, ces propres intérêts qui indéniablement représentent une opportunité de développement sans précédent permettant à certains pays de ce continent d'entrevoir la fin d'un statut de pays sous-développé.

Certaines idées et concepts seront donc abordés afin de tenter d'identifier des pistes pouvant expliquer l'attention accrue que l'Afrique démontre envers la Chine et comment cette dernière pourrait influencer positivement le développement africain.

⁵⁹ HelmutAsche et M. Schüller, *China's Engagement in Africa – Opportunities and Risks for Development*, Africa Department, Economic Affairs, 2008, p. 46.

D'emblée, il est important de rappeler que commenter les relations sino-africaines est une question de perspectives et de nuances puisqu'un effet positif peut comporter pour certains une ou des particularités négatives⁶⁰. C'est donc en conservant à l'esprit cette subtilité que l'on tentera de présenter comment l'Afrique peut en fait bénéficier de la croissance économique chinoise, tout en présentant les effets potentiellement néfastes qu'une telle approche pourrait avoir.

Pour ce faire, ce chapitre soutiendra qu'il est probable que l'Afrique considère la Chine comme un modèle de développement économique où sa réussite représente en quelque sorte un gage d'espoir qui laisse entrevoir à certains pays africains la possibilité d'une émergence économique et pour d'autres la continuité de celle-ci. Par la suite, la section suivante permettra de constater que le dynamisme chinois vient en fait au secours de l'Afrique et que cette dernière ne peut tourner le dos à une telle opportunité. Mais avant toute chose, il est essentiel de faire un retour sur certains faits historiques qui du point de vue de l'Afrique ont contribué à tracer la voie vers l'augmentation des relations avec la Chine.

Certains faits historiques – la voie vers la compréhension

Alors que le Forum économique mondial sur l'Afrique de 2010 se concluait, le Président de l'Afrique du Sud, Jacob G. Zuma, mettait en garde ceux qui voulaient

⁶⁰ Marchal Roland, «La Chine et l'Afrique : des retrouvailles aux faux-semblants», *L'enjeu mondial* (Presses de Sciences Po : Annuels, 2008), p. 241.

considérer l’Afrique comme fournisseur de matière première en rappelant que cette situation était insoutenable à long terme⁶¹. Il affirmait aussi que « les bénéfices de la démocratie doivent paver la voie au développement économique et aider à réduire la pauvreté afin d’améliorer la qualité de vie des gens ordinaires » et poursuivait en affirmant que « la démocratie ne se mange pas »⁶². Une telle affirmation aborde en première partie la notion de développement économique aidant à diminuer le niveau de pauvreté des peuples africains, mais peut aussi sous-entendre pour certains dirigeants africains que la démocratie ne doit pas nécessairement avoir préséance sur l’avenir économique du continent.

Sans pour autant présenter un compte-rendu exhaustif de l’historique des relations internationales africaines, il demeure toutefois important de se rappeler que l’histoire récente de l’Afrique a été marquée par divers processus de colonisation. Par exemple, l’Europe a joué un rôle clé pendant une très longue période dans plusieurs domaines tels que l’économie, la formation de l’élite africaine dans les universités européennes, l’ouverture migratoire entre les deux continents et l’investissement⁶³. C’est en favorisant et soutenant le maintien des rapports économiques, politiques et sociodémographiques

⁶¹ Leslie Hook, « Zuma warns on Africa's trade ties to China », *Financial Times*, Londres, 19 juillet 2012. Consulté le 05 avril 2013. <http://www.ft.com/cms/s/0/33686fc4-d171-11e1-bbbc-00144feabdc0.html#axzz2PdVD67LC>

⁶² Report on World Economic Forum on Africa, *Redesigning Africa’s Growth Strategy*, 5-7 May 2010, p. 11.

⁶³ François Bart « Chine et Afrique, une longue histoire, une nouvelle donne géographique », *Les Cahiers d’Outre-Mer* vol 1 n° 253-254 (2011), p. 193.

entre les deux continents, que l'Europe a été au cœur des relations de type Nord-Sud pendant de nombreuses années⁶⁴.

Loin d'avancer que la démocratie n'est pas importante, certains auteurs rapportent que la promotion acharnée de la démocratie au détriment d'actions ayant des résultats concrets en matière d'avancée économique a laissé un goût amer chez certains Africains. C'est le cas de Firoze et Marks, qui rappellent qu'au tournant des années 1990 l'Afrique sortait de la période postcolonisation exténuée où la promotion de la démocratie par l'Occident n'avait pas encore de manière générale permis de faire des gains importants en matière de développement économique⁶⁵. Qui plus est, ce sont les changements, réformes économiques et austérités budgétaires imposés par le Fond Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale (BM) qui ont, comme le mentionne Demba Moussa Dembélé « démantelé les entreprises d'État ou les entreprises parapubliques en empêchant à la fois la croissance économique et les possibilités d'emploi » ce qui eut comme résultat « d'aggraver non seulement le problème du chômage mais surtout le problème de la pauvreté »⁶⁶. La Chine s'est donc révélée représenter une autre option pour les dirigeants africains où le développement économique pouvait être placé à l'avant du droit de vote⁶⁷.

⁶⁴ *Ibid*

⁶⁵ Manji Firoze et S. Marks. *African perspectives on China in Africa*, Oxford: Fahamu, 2007.

⁶⁶ Demba Moussa Dembélé, « En finir avec les politiques imposées à l'Afrique », entrevue réalisé le 11 septembre 2010 pour Transform, par avec Demba Moussa Dembélé, membre du conseil international du FSM, directeur du Forum africain des Alternatives et l'un des coordonnateurs du prochain Forum social mondial qui aura lieu du 6 au 11 février 2011 à Dakar, au Sénégal. Consulté le 07 avril 2013, www.espaces-marx.net/IMG/pdf/T_N7_Dembele_pdf.pdf.

⁶⁷ Manji Firoze et S. Marks, *African perspectives on China in Africa*, (Oxford: Fahamu, 2007), p. 44.

Malgré que ce concept puisse paraître insensé pour les pays de l'Occident où les droits de l'homme sont au premier plan, la relation entre démocratie, libéralisme politique et développement économique continuera d'être contestée par certains dirigeants africains qui eux voient la Chine comme une preuve tangible que la démocratie n'est pas un prérequis au développement économique⁶⁸. En favorisant les méthodes de développement économique proposées par la Chine, l'Afrique a en quelque sorte dénoncé le concept de conditionnalité économique imposé par le FMI et la BM, dont l'Occident y jouait un rôle important.

La promotion de la démocratie a servi à faire pression sur les africains pour obtenir accès à leurs ressources. Même si les intérêts chinois sont aussi centralisés vers les ressources de ce continent, la Chine elle se tarde de donner des leçons sociales aux Africains.

⁶⁸ *Ibid*, p. 45.

Développement et démocratie – le choc du progrès

Dans les années 80, à la suite de la crise du pétrole qui a généré une certaine insécurité financière dans plusieurs pays, la BM et le FMI ont entrepris une restructuration de leurs programmes d'aides financières, créant ainsi des situations économiques difficiles pour les pays africains⁶⁹. À la même époque et ce en dépit du fait que sa population devait elle-même s'adapter à une réforme économique domestique, la Chine a continué de fournir de l'aide financière à l'Afrique par l'entremise de prêts préférentiels, d'investissements et de projets de coopération commerciale avec pour but de consolider l'économie africaine en améliorant les relations économiques et commerciales avec celle-ci⁷⁰.

Tel que répertorié par le FOCAC, la Chine a investi plus de 51 millions USD entre 1979 et 1990 et rapporte que ses investissements en Afrique sont passés de 220 millions en 2000 pour atteindre 1.4 milliard USD en 2009⁷¹. La Chine et ses millions représentaient une occasion incroyable pour les Africains. En plus de ce flux monétaire important, la Chine allait offrir aux Africains ces incitatifs économiques afin de faciliter le commerce sino-africain se positionnant ainsi comme le partenaire commercial idéal de l'Afrique⁷². Ces échanges commerciaux allaient aussi permettre d'offrir à la population

⁶⁹ Samy Yiagadeesn, « China's aid policies in Africa: Opportunities and challenges », *The round table* Vol. 99, No. 406 (Février 2010), p.79.

⁷⁰ *Ibid.*

⁷¹ Forum on China-Africa Cooperation, consulté le 27 mars 2013, <http://www.focac.org/eng/>

⁷² Tull, Denis M. « China's Engagement in Africa: Scope, Significance and Consequences », *The Journal of Modern African Studies* 44 no 3 (2006), p.. 466.

plus pauvre de l'Afrique des produits de consommation à bas coûts tels que ceux produits par la Chine et l'Inde⁷³.

Le modèle chinois

Le continent africain a certes été au cours de son histoire une arène où le colonialisme de l'Occident était très important. Il s'avère toutefois juste de mentionner que l'influence en Afrique de cette dernière a considérablement diminué au cours des 30 dernières années et que des nouveaux partenaires comme la Chine et l'Inde y sont devenus ses partenaires commerciaux les plus importants et que la croissance continue de leurs relations économiques et commerciales avec l'Afrique aura comme conséquences de transformer la façon dont ce continent manœuvre sur la scène internationale⁷⁴.

L'Afrique est en ce moment à la croisée des chemins en ce qui a trait à son développement et les nouvelles possibilités économiques amenées par la Chine représentent pour certains Africains un exemple à suivre en ce qui a trait au développement économique future de ce continent.

La Chine a certainement prouvé au cours des dernières décennies que la croissance économique n'est pas obligatoirement tributaire à l'établissement d'une société démocratique. Comme le dénote le sociologue Jean-Louis Laville, « il n'existe pas

⁷³ Hugon Philippe, « Les nouvelles alliances Sud-Sud et le rôle des relations tricontinentales dans la crise », *Revue internationale et stratégique* vol 2 n° 86 (2012), p. 62.

⁷⁴ Cheru Fantu et Obi Cyril, *The rise of China and India in Africa*, Zed Books London : New York, 2010, p. 1.

de convergence naturelle entre marché et démocratie »⁷⁵. En ce sens, l'intention des prochaines pages n'est pas d'établir l'importance ou la place de la démocratie dans le processus de développement économique de l'Afrique mais plutôt de discuter comment les pays africains peuvent entrevoir la Chine comme un modèle de développement.

La littérature entourant les relations sino-africaines traite du modèle chinois. Les partisans de cette approche, comme l'auteur Zhang Weiwei, explique que le modèle chinois se présente en fait comme une alternative au modèle américain [comme discuté auparavant l'Europe soutenait aussi ce modèle] allant jusqu'à dire que les échecs américains en matière de développement en Haïti, aux Philippines et en Iraq ne font que rendre plus alléchant le modèle chinois aux yeux des plus pauvres [comme plusieurs pays d'Afrique]⁷⁶. Un autre auteur, Edward Friedman, rappelle que la Chine était il n'y pas si longtemps aussi pauvre que le Malawi⁷⁷, qui a été classé par le FMI au huitième rang des pays les plus pauvres en 2012⁷⁸. C'est cette réussite, la croissance chinoise, qui rend ce modèle attrayant aux yeux de l'Afrique.

Par exemple, pour le Premier Ministre de l'Éthiopie Meles Zenawi l'intérêt chinois pour la diversification d'investissement « est en ligne avec les intérêts de réindustrialisation de son pays et la Chine représente une aide importante dans le

⁷⁵ Jean-Louis Laville, "Économie, démocratie et solidarité", La vie économique vol 1 no 1, p. 1, consulté le 16 mars 2013, <http://www.eve.coop/?a=10>.

⁷⁶ ZHANG Weiwei, « The allure of the Chinese model », International Herald Tribune, 2 November 2006, p. 2. consulté le 18 mars 2013. http://www.sinoptic.ch/textes/articles/2006/20061102_zhang.weiwei_chinese.model-en.pdf

⁷⁷ Friedman, Edward. « How Economic Superpower China could Transform Africa », *Journal of Chinese Political Science* 14 no 1 (2009), p. 3.

⁷⁸ The Poorest Countries in the World, Global Finance, consulté le 20 mars 2013.

domaine de la construction d'infrastructure, de l'investissement manufacturier et du développement des talents »⁷⁹. Également, le rapport du dernier Forum économique mondial sur l'Afrique de 2012 contenait plusieurs allusions au rôle que la Chine jouera dans le développement économique de l'Afrique. Sans pour autant mentionner directement la Chine comme un modèle, le rapport souligne entre autres que l'Afrique devra apprendre des erreurs commises par la Chine et laisse aussi entendre que les relations sino-africaines devront continuer et voir même être améliorées⁸⁰. De tel propos ne laissent donc aucun doute quant à l'ambition de l'Afrique d'utiliser le modèle chinois pour continuer son développement économique.

Ce modèle, malgré les différences dans l'approche, est présenté par certains comme un dérivé du modèle capitaliste. En effet la globalisation des entreprises chinoises pour former des consortiums multinationaux n'est pas si différente de l'approche américaine⁸¹. Il existe aussi beaucoup de points de vue supportant les aspects négatifs d'une telle approche. Par exemple, l'exportation des matières premières contre l'importation de produits manufacturés chinois est en fait désavantageuse, voire même malsaine, pour les économies africaines puisque ceci amène une division de la structure

⁷⁹ Report on World Economic Forum on Africa, From Vision to Action - Africa's Next Chapter, Cape Town, South Africa 4-6 May 2011, p. 9.

⁸⁰ World Economic Forum on Africa, Shaping Africa's Transformation Addis Ababa, Ethiopia 9-11 May 2012, p. 5, 9, 15 et 17.

⁸¹ Friedman, Edward. « How Economic Superpower China could Transform Africa », *Journal of Chinese Political Science* 14 no 1 (2009), p. 5.

du travail entre les deux pays⁸². Même le développement du commerce pétrolier ne représente pas à lui seul une option singulière ou générique pour les pays africains.

En effet, les pays exportant du pétrole en Chine font face pour la majeure partie d'entre eux à de graves problèmes de corruption, principalement causés par le manque ou l'absence de *primauté du droit*, où des systèmes de patronage diminuent la capacité de maximiser l'utilisation des revenus tirés du commerce pétrolier en croissance économique ou développement social⁸³. Par exemple, l'Angola représente un précédent important puisqu'on estime que ce pays a perdu près de 4 milliards USD en revenus pétroliers, soit environ 10 % de son PNB⁸⁴.

En plus de promouvoir l'utilisation du modèle chinois, plusieurs États africains sont allés jusqu'à modifier plusieurs réglementations entourant l'investissement direct étranger (IDE) afin de faciliter les ententes bilatérales avec la Chine, harmoniser des lois afin de faciliter les échanges commerciaux entre certains pays africains et établir des politiques plus transparentes en matière d'investissement étranger⁸⁵. Il est tout de même juste de mentionner que cette notion de transparence est somme tout encore à l'état embryonnaire étant donné le niveau élevé de corruption sur le continent africain⁸⁶.

⁸² Marchal Roland, « La Chine et l'Afrique : des retrouvailles aux faux-semblants », in Christophe Jaffrelot, L'enjeu mondial, Presses de Sciences Po « Annuels », 2008 p. 242.

⁸³ 31, p. 22.

⁸⁴ Helmut Asche and Margot Schüller, "China's Engagement in Africa – Opportunities and Risks for Development", Africa Department, Economic Affairs, 2008, p. 24. http://www.giga-hamburg.de/dl/download.php?d=/english/content/ias/pdf/studie_chinas_engagement_in_afrika_en.pdf

⁸⁵ Emmanuel Obuah, « Trade between China and Africa: Trends, Changes, and Challenges » *International Journal of China Marketing* 2 no 2 (2012), p. 83-84.

⁸⁶ Transparency International - The global coalition against corruption, « Corruption Perception Index 2012 », consulté le 20 mars 2013, <http://www.transparency.org/cpi2012/results>

En fait, la réussite de l'Afrique à attirer des investisseurs étrangers comme ceux de la Chine dérange certains pays. Par exemple en juin 2011 l'ancienne secrétaire d'État américaine Hillary Clinton a caractérisé la présence chinoise de *nouvelle colonisation* et continuait en affirmant « We saw that during colonial times, it was easy to come in, take out natural resources, pay off leaders and leave. And when you leave, you don't leave much behind for the people who are there. We don't want to see a new colonialism in Africa »⁸⁷. Un tel commentaire doit toutefois être pris en contexte étant donné qu'il résume d'une certaine façon la position américaine en ce qui a trait aux relations sino-africaines. Par contre, de leurs côtés les leaders africains estiment qu'attirer les investisseurs chinois est crucial pour le développement de leur pays et qu'il faut éviter de faire preuve de démagogie en caractérisant le marché mondial de néo-colonialisme⁸⁸. Comme le mentionnait le Premier Ministre australien Kevin Rudd en 2008, « China's experience would be invaluable to other developing nations ». Sautman et Hairong ajoutent que même si cela semble être une nouvelle approche du RPC, les nombreuses ententes de coopération entre l'Afrique et la Chine reflètent en fait l'attraction des pays africains envers presque tout de ce qui n'émane pas de l'occident⁸⁹. La Chine est donc

⁸⁷ Bloomberg, « Clinton Chastises China on Internet, African 'New Colonialism' », publié le 11 juin 2011, consulté le 15 février 2013, http://camerlive.com/index.php?option=com_content&view=article&id=33224:hillary-clinton-warns-africa-of-new-colonialism&catid=20:cameroonwebnewscom&Itemid=33

⁸⁸ Friedman, Edward. « How Economic Superpower China could Transform Africa », *Journal of Chinese Political Science* 14 no 1 (2009), p. 10.

⁸⁹ Barry Sautman and Yan Hairong, « Friends and interests: China's distinctive links with Africa », *African Studies Review* vol 5 no 3 (2007), p.83.

devenue un partenaire important pour ce continent, et ce malgré que cette relation puisse soulever certains parallèles avec une approche colonialiste⁹⁰.

Les changements de réglementation accomplis par les pays africains ont certainement pavé la voie à l'arrivée du modèle chinois. À l'instar de l'Empire du Milieu, le continent africain voit la possibilité de passer d'un statut de sous-développé à émergent et pour certains pays ce changement a déjà commencé. En effet, mis à part les pays exportateurs de produits pétroliers, Steven C. Radelet recensait qu'en 2008 l'Afrique présentait 23 pays considérés émergents (dont seulement deux ne sont pas membre du FOCAC⁹¹) puisqu'ils démontraient certaines caractéristiques uniques comme : importante croissance économique, réduction de la pauvreté et amélioration de la responsabilité politique⁹². La Chine se manifeste donc comme un moteur économique de choix pour certains dirigeants africains et puisque la Chine mènera le monde durant le 21^{ème} siècle, l'Afrique voudra rester tout prêt d'elle⁹³.

La formule générique chinoise

L'Afrique est sans aucun doute en quête de solutions qui lui permettront de continuer à accroître son émergence sur la scène internationale. Tel que mentionné durant

⁹⁰ Friedman, Edward. « How Economic Superpower China could Transform Africa », *Journal of Chinese Political Science* 14 no 1 (2009), p. 10.

⁹¹ Forum on China-Africa Cooperation, consulté le 22 mars 2013, <http://www.focac.org/eng/lttda/ltjj/>

⁹² Radelet, Steven C., *Emerging Africa: How 17 Countries Are Leading the Way*, (Brookings Institution Press: Baltimore, 2010), p. 12.

⁹³ Alden, C., *China in Africa*, (London: Zed Books, 2007), p. 69.

le forum économique mondial sur l'Afrique en 2012, poussée par la demande mondiale cette dernière a réussi par l'entremise de partenariats novateurs et d'ajustement de politiques à raviver un dynamisme raisonnant à travers le continent qui fait preuve d'une vivacité économique remarquable en s'affichant comme l'une des économies avec le taux de croissance le plus rapide⁹⁴. Elle est devenue au cours des deux dernières décennies une destination de choix pour les IDE⁹⁵.

Cependant, il demeure difficile d'expliquer les raisons qui poussent l'Afrique à être attirée par l'approche chinoise en se résumant seulement à discuter des IDE ou autres ententes financières que cette dernière consacre à ce continent. C'est pour cette raison que nous proposerons que cet intérêt soit aussi le résultat d'une approche répondant aux besoins et attentes des différents types de dirigeants africains. Ainsi nous tenterons de démontrer que l'approche chinoise, avec son dynamisme et ses promesses, s'emboîte parfaitement dans la réalité sociétale africaine puisqu'elle permet à la fois de rencontrer les attentes des dirigeants des pays les plus démocratiques à ceux des systèmes plus dictatoriaux⁹⁶.

⁹⁴ Report on World Economic Forum on Africa, Redesigning Africa's Growth Strategy, 5-7 May 2010, p. 3.

⁹⁵ Amzat Boukari Yabara, « La démocratie ne se mange pas crue », *Éthique publique* [En ligne], vol 13 n° 2 (2011), p. 43.

⁹⁶ Il est important de noter qu'afin d'alléger la lecture, l'emploi du terme *dictateur, dictatorial/aux* au cours de ce chapitre désignera l'ensemble des gouvernements (par exemple dictateur, autoritaire, monarchie ou autre) où la démocratie n'est pas présente.

Politique de non-interférence

Tel que soulevé au chapitre deux, la politique de non-interférence a permis à la Chine de faciliter son ascension sur le continent africain. Malgré que celle-ci soit normalement accompagnée d'accords tacites, comme celui visant à ne pas évoquer des opinions sur la scène internationale qui pourraient embarrasser la Chine notamment dans le domaine des droits humains⁹⁷, cette politique s'est avérée en fait bénéfique tant pour les démocrates que pour les dictateurs puisqu'elles ne les obligent pas à prendre position contre les pratiques chinoises.

Même s'il est évident qu'une telle politique soit alléchante, il demeure toutefois important de mentionner qu'une telle pratique peut avoir aussi de graves conséquences. Par exemple, alors que les démocraties s'associent de plus en plus avec un pays étant reconnu comme avoir de graves manquements en matière des droits humains, les systèmes autoritaires continueront eux d'utiliser les succès résultants des accords bilatéraux économiques avec la Chine afin d'éviter de mettre en place des politiques claires faisant la promotion du libéralisme ce qui a pour effet de rendre difficile l'arrivée de système plus démocrate dans ces pays⁹⁸. À l'opposée, Edward Friedman rétorque que puisqu'une telle approche retarde l'apparition de bonnes pratiques de gestion, de la démocratie et de l'implantation de politiques des droits humains, la politique de non-interférence chinoise a en fait des répercussions politiques et sociales négatives en

⁹⁷ Rotberg Robert I., *China into Africa: Trade, aid and influence*, (Washington, D.C.: Brookings Institution Press, 2008), p. 36-37.

⁹⁸ Manji Firoze et S. Marks, *African perspectives on China in Africa*, (Oxford: Fahamu, 2007), p. 44

Afrique⁹⁹. Cette prise de position demeure toutefois mitigée, puisqu'il évoque tout de même que l'Afrique puisse bénéficier des *best practices* chinoises¹⁰⁰. Malgré que cet article ne consiste pas à traiter de la démocratisation de l'Afrique, mentionnons tout de même que le cheminement vers la démocratie doit être un processus émanant de la population puisque le citoyen demeure l'élément distinctif des démocraties¹⁰¹.

La liberté dans la négociation de leurs ententes avec les Chinois, la politique de non-interférence et les promesses de développements mutuels auront donc su plaire tant aux dirigeants de démocratie que ceux s'accrochant à des régimes dictatoriaux.

Corruption

Tel que mentionné auparavant, le modèle chinois en Afrique n'impose aucune mesure ayant pour but l'enrayement de la corruption et certains diront qu'il contribue d'une certaine manière à celle-ci. Par exemple, l'arrivée en masse d'entrées monétaires dans un pays tel que l'Angola sous forme de prêts, aides, investissements, échanges commerciaux, annulation de dettes, projets de construction et autres incite les dirigeants vers la corruption en leurs permettant d'échapper aux mécanismes conditionnels et de contrôle valorisés par les méthodes occidentales¹⁰². Les dirigeants africains corrompus ou

⁹⁹ Friedman, Edward. « How Economic Superpower China could Transform Africa », *Journal of Chinese Political Science* 14 no 1 (2009), p. 12.

¹⁰⁰ *Ibid*, p. 13.

¹⁰¹ Schmitter, P. C., & Karl, T. L., « What democracy is... and is not », *Journal of Democracy* vol 2 no 3 (1991), p. 115.

¹⁰² Friedman, Edward. « How Economic Superpower China could Transform Africa », *Journal of Chinese Political Science* 14 no 1 (2009), p. 10; Rotberg Robert I., *China into Africa: Trade, aid and influence*, (Washington, D.C.: Brookings Institution Press, 2008), p. 123.

autoritaires acclament donc la présence chinoise puisque celle-ci les aide à s'ancrer au pouvoir.

Ce type de comportement n'est pas que relié aux échanges chinois. En fait, mêmes des pays prodémocratiques sont portés à agir de la sorte comme l'a démontré le scandale entourant les opérations de la compagnie canadienne SNC Lavalin en Lybie, Tunisie et récemment en Algérie¹⁰³ ou celui de *Griffiths Energy International Inc.*, une petite entreprise privée du domaine pétrolier basée au Canada, en relation avec des pots-de-vin au Chad¹⁰⁴.

À l'opposé, les échanges économiques entre la Chine et les pays africains riches en ressources naturelles sont en mesure d'assurer un développement économique rapide pour ces derniers, ce qui pourrait avoir des répercussions positives sur l'ensemble de leur population. Le défi qui en résulte est l'appétit pour la corruption de certains dirigeants et figures politiques. Il ne fait donc aucun doute que les dirigeants africains corrompus sont attirés par le modèle chinois, surtout lorsque l'on considère que la Chine se situe au 27^{ième} rang sur 28 sur la liste des pays ayant le plus de compagnies susceptibles d'offrir des

¹⁰³ « SNC-Lavalin soupçonné de corruption en Algérie », Radio-Canada, 21 février 2013. Consulté le 9 avril 2013, <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Economie/2013/02/21/008-snc-lavalin-corruption-algerie.shtml>; Isabelle Hachey et Fabrice de Pierrebouurg, « SNC-Lavalin dans la tourmente en Algérie », LaPresse, 22 février 2013. Consulté le 9 avril 2013, <http://affaires.lapresse.ca/economie/international/201302/21/01-4624255-snc-lavalin-dans-la-tourmente-en-algerie.php>

¹⁰⁴ Carrie Tait, « Griffiths to pay millions in African bribery case », The Globe and Mail, Jan. 22 2013. Consulté le 9 avril 2013, <http://www.theglobeandmail.com/report-on-business/industry-news/energy-and-resources/griffiths-to-pay-millions-in-african-bribery-case/article7622364/>

pots-de-vin dans le cadre de leurs échanges commerciaux à l'étranger¹⁰⁵. La corruption est-elle un mal nécessaire vers l'industrialisation? Pour Daniel Kaufmann, un *senior fellow* à l'institut Brookings et ancien directeur de la Banque mondiale, les défis liés à la corruption ne disparaissent pas à mesure qu'un pays s'industrialise, il se métamorphose plutôt en devenant plus élaborés¹⁰⁶. N'oublions pas que la corruption est aussi présente au Canada comme en fait foi le scandale des commandites du gouvernement canadien libéral de Jean Chrétien ou celui entourant les stratagèmes de collusion révélés par la Commission Charbonneau au Québec chargée d'enquêter sur la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.

L'Afrique et sa croissance

Alors que certains pays recherchent les moyens de sortir leurs peuples de la pauvreté en énergisant l'économie, d'autres dirigeants plus autoritaires rêvent de croissance économique pour s'enrichir. Malgré des motivations différentes, il reste tout de même évident que l'Afrique veut croître. L'intention des prochains paragraphes est donc de discuter des moyens utilisés par la Chine pour satisfaire ce désir qui se retrouve tant chez les dirigeants démocratiques que dictatoriaux.

¹⁰⁵ Transparency International – The global coalition against corruption, Bribe Payers Index 2011, consulté le 29 mars 2013, <http://bpi.transparency.org/bpi2011/interactive/>

¹⁰⁶ Daniel Kaufmann, « Corruption and the Global Financial Crisis, Forbes News », 27 January 2009, consulté le 02 avril 2013. http://www.forbes.com/2009/01/27/corruption-financial-crisis-business-corruption09_0127corruption.html

Débutons en mentionnant que les ressources naturelles doivent continuer d'être au cœur de la stratégie de développement des pays africains puisque la Chine en a elle-même fait une de ses priorités qui est généralisée à l'ensemble du continent africain, mais surtout parce que l'Afrique est en mesure de fournir à la Chine une portion importante de ses besoins¹⁰⁷. Étendant son approche à l'ensemble du continent, la Chine est devenue le partenaire bilatéral le plus important de l'Afrique en consolidant des relations commerciales à plus de 129 milliards en 2011¹⁰⁸. Ces relations commerciales sont supportées par un important réseau de détaillants chinois s'étant déplacés en Afrique, notamment dans les domaines des petites entreprises, supermarchés et échanges commerciaux, ce qui a facilité ainsi l'augmentation rapide des échanges commerciaux sino-africains¹⁰⁹.

Cependant, cette arrivée en masse de commerçant chinois a saturé l'économie africaine dans les dernières années et a causé par exemple des dommages considérés irréversibles dans le domaine du textile au Nigéria. En effet, comme le relatent les auteurs Rotberg, Asche et Schüller, l'arrivée en masse des produits chinois à bas prix sur le marché africain proliférée par la présence de ces commerçants chinois a dévasté l'industrie textile nigérienne qui est passée de 250 000 employés en 1980 à 24 000 en

¹⁰⁷ Tull, Denis M. « China's Engagement in Africa: Scope, Significance and Consequences », *The Journal of Modern African Studies* 44 no 3 (2006), p. 465.

¹⁰⁸ Hugon Philippe, « Les nouvelles alliances Sud-Sud et le rôle des relations tricontinentales dans la crise », *Revue internationale et stratégique*, 2 n° 86 (2012), p. 61.

¹⁰⁹ Helmut Asche and M. Schüller, *China's Engagement in Africa – Opportunities and Risks for Development*, (Africa Department, Economic Affairs, 2008), p. 54.

2007¹¹⁰. Malgré que les besoins en professionnels tels que les ingénieurs et les médecins ne soient pas contestés, c'est l'arrivée de ces concurrents chinois dans certaines tranches de marché qui employaient principalement par le passé des Africains qui est identifiée comme déloyale¹¹¹.

Ce chapitre a donc tenté de présenter une perspective voulant expliquer les raisons qui poussent le continent africain vers la Chine. Certains éléments du passé nous ont permis de noter que l'échiquier commercial de l'Afrique a subi des modifications importantes aux fils des dernières décennies. Souffrant des nombreuses conditions émanant des organisations financières internationales comme la BM et le FMI, l'Afrique a naturellement renforcé ses relations avec la Chine qui a su leur présenter un modèle de coopération pouvant répondre à certains besoins immédiats de ses dirigeants. Les investissements chinois produisent des résultats concrets, et à l'inverse les impacts des argents en provenance des pays du G-8 demeurent plus difficiles à être identifier¹¹².

Certes, la Chine y tire son épingle du jeu alors que la présence grandissante de commerçant chinois en sol africain provoque des réactions mitigées sur le plan économique. Malgré tout, il reste évidant que la Chine a su proposer une stratégie pouvant répondre aux attentes des différents dirigeants africains. Comme le déduit

¹¹⁰ Ibid; and, Rotberg Robert I., *China into Africa: Trade, aid and influence*, (Washington, D.C.: Brookings Institution Press, 2008), p. 280.

¹¹¹ Brigitte Bertocello et Sylvie Bredeloup « Chine-Afrique ou la valse des entrepreneurs-migrants », *Revue européenne des migrations internationales I* Vol 25 (2009), p. 52.

¹¹² Mihailescu R. Andrea, « Analysis: Africa big oil supplier to China », *United Press International*, 18 juillet 2005. Consulté de 8 avril 2013. http://www.upi.com/Business_News/Security-Industry/2005/07/18/Analysis-Africa-big-oil-supplier-to-China/UPI-33081121716261/

Tewari dans son analyse sur la capacité de la Chine à engendrer le développement économique en Afrique, les investissements chinois généreront une prospérité économique seulement si les dirigeants africains mettent en place des politiques adéquates¹¹³. Alors que les Africains doivent prendre en main le développement de cette relation, la Chine continue sur sa lancée et ses actions à l'extérieur de l'Afrique influencent aussi la relation sino-africaine.

¹¹³ Tewari, Dave, Will Chinese Investment Create Economic Development in Africa?: Some Perspectives and Reflections, *Anthropologist* vol 15 no 1 (2013), p. 49.

CHAPITRE TROIS : LES PERSPECTIVES D'AVENIR

L'équilibre des puissances économiques internationales s'est drastiquement modifié au cours des dernières décennies et le passage d'un système international bipolaire à un système multipolaire a engendré la création de nouveaux forums de discussion internationaux entourant le développement de l'Afrique, contribuant ainsi à modifier le paradigme économique institué après la seconde guerre mondiale¹¹⁴. La relation Chine-Afrique, tel que discuté dans les chapitres précédant, est en fait le fruit d'une longue coopération qui a été marquée par la capacité chinoise à saisir les opportunités en Afrique.

Malgré le fait que cette relation soit bien ancrée dans le système économique international et que la Chine se soit dotée d'une stratégie à long terme concernant ses relations avec ce continent, ce qu'elle a confirmé durant la tenue du dernier FOCAC à l'été 2012¹¹⁵, elle continue de faire face à de nombreux questionnements. L'intention de ce chapitre est de tenter de démontrer que la Chine représente une option valable pour contribuer à l'émergence de l'Afrique. En fait, au lieu de s'alarmer de l'accroissement de cette relation, il serait plus adéquat de réfléchir à la meilleure manière de l'encadrer afin de maximiser les efforts de coopération.

Dans ce chapitre, nous approfondirons donc l'analyse de la coopération sino-africaine en abordant certains thèmes qui contribueront à déterminer dans quelle mesure

¹¹⁴ NIC (2008) Global Trends: A transformed world, Washington, DC: US Government Printing Office

¹¹⁵ Forum on China-Africa Cooperation, consulté le 9 avril 2013, <http://www.focac.org/eng/>

cette relation pourrait être influencée ou améliorée. Pour ce faire, nous traiterons en premier lieu des effets de l'influence nord-américaine sur certaines organisations internationales comme le FMI, BM et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de la façon dont ceux-ci peuvent affecter la relation Chine-Afrique. Par la suite, nous analyserons différents forums de développement économique que l'Afrique utilise afin d'élaborer sur la capacité de ces derniers à modifier les relations commerciales qu'entretiennent les pays africains.

Cette section fera finalement un bref survol de l'implication de la Chine dans la lutte contre la piraterie à l'est des côtes somaliennes afin d'évaluer si la Chine est encline à des changements qui l'inciteraient à accroître sa coopération avec les grandes puissances. On tentera ainsi d'identifier les raisons pour lesquelles le continent africain se doit de continuer d'entretenir cette relation étant donné que la Chine lui offre tout de même la possibilité d'émerger au sein de l'économie mondiale.

Organisations financières internationales et leur influence

Mentionnons d'emblée que discuter de l'influence que les organisations financières internationales et l'économie nord-américaine puissent avoir eu sur le développement des relations sino-africaines est une notion de perception. Sans prétendre adresser chaque facette de ce sujet, cette section tentera de démontrer que l'Afrique peut bénéficier d'une coopération sino nord-américaine en sol africain. Comme le mentionne Deborah Bräutigam, dans une certaine mesure les pratiques chinoises ne sont pas tellement différentes de celles des autres donateurs internationaux œuvrant sur la

scène africaine puisque les conditions utilisées par ces derniers se révèlent être incohérentes ou mal définies, notamment en ce qui a trait aux normes et leurs éléments de conformité associés¹¹⁶. Comme elle le mentionne, cette instabilité provient du fait « qu'aucune sanction ou aucun mécanisme de renforcement ne sont vraiment assujettis à ces conditions [instaurées entre autres par l'OMC, la BM et le FMI] puisque le renforcement de ceux-ci dépend plutôt principalement de pratiques informelles et de l'opinion publique »¹¹⁷.

La Chine qui suit l'Occident

L'économie nord-américaine, spécialement à travers les États-Unis, a joué un rôle clé dans le développement de différentes politiques servant à légiférer le commerce international par l'entremise du FMI, de la BM et de l'OMC. Alors que les économies riches possédaient des délégations importantes au sein de ces organisations, les décisions prises par ces organisations allaient avoir un impact négatif immédiat dans les pays plus pauvres. Une certaine amertume existe donc en Afrique lorsque l'ont décrit ces interventions des pays occidentaux, principalement des EU, durant la deuxième moitié du 20e siècle. Pour Emma Mawdsley du département de géographie de l'Université de

¹¹⁶ Bräutigam Deborah, « China, Africa and the International Aid Architecture », African Development Bank, Working Papers Series no 107 (2010), p. 36.

¹¹⁷ *Ibid*

Cambridge, ces interventions sont caractérisées par l'arrogance, les échecs, l'élargissement des inégalités et un degré important de perte de souveraineté¹¹⁸.

Du côté chinois, les différentes méthodes d'investissement, d'aide financière et d'échanges commerciaux utilisées par le RPC en Afrique ne sont pas soumises aux exigences établies par ses organisations et reste sommes toutes à l'écart d'une supervision potentielle nord-américaine¹¹⁹. Par exemple, malgré le fait que l'OCDE ne recommande pas une telle pratique, la Chine qui n'est pas membre de cette organisation ne s'empêche pas d'offrir de l'aide financière à des intérêts privés ou semi-publics voulant entretenir des liens commerciaux en Afrique. Cette pratique a donné aux entreprises chinoises un avantage considérable face aux concurrents nord-américains en leur permettant de sacrifier les profits immédiats contre des avantages à long terme qui sont souvent plus en ligne avec les intérêts du gouvernement chinois qu'avec ceux des entreprises elles-mêmes¹²⁰.

Les compagnies chinoises œuvrant en Afrique sont financées par le gouvernement chinois à travers des banques comme la *EXIM Bank*¹²¹, la *China Development Bank* et quatre autres banques commerciales : *China Industrial and Commercial Bank*, *Bank of*

¹¹⁸ Mawdsley, Emma, « China and Africa: Emerging Challenges to the Geographies of Power », *Geography Compass* Volume 1 Issue 3 (2007), p. 414

¹¹⁹ Barry Sautman and Yan Hairong, « Friends and interests: China's distinctive links with Africa », *African Studies Review* vol 5 no 3 (2007), p. 82.

¹²⁰ Pham J. Peter, « China's African Strategy and Its Implications for U.S. Interests », *American Foreign Policy Interests* vol 28 (2006), p. 249.

¹²¹ Łukasz Fijałkowski, « China's 'soft power' in Africa? », *Journal of Contemporary African Studies* Vol 29 No 2 (2011), p. 227.

*China, China Construction Bank et China Agricultural Bank*¹²². C'est ainsi qu'il est devenu extrêmement ardu pour les compagnies américaines d'être compétitives sur le marché africain lors de projets d'envergure. Cette situation ne changera pas et les compagnies américaines devront s'adapter pour devenir plus compétitives¹²³, ce qui contribuera ainsi à maintenir les coûts bas pour les pays africains. Par conséquent, la Chine s'est présentée comme un partenaire de choix puisqu'elle ne prétendait pas adhérer entièrement aux principes élaborés par ces organisations, situation résultant principalement de sa politique de non-interférence¹²⁴.

Bien que depuis son arrivée en tant que membre de l'OMC, la Chine a su modifier une quantité significative de ses lois afin d'améliorer son niveau de conformité aux normes internationales¹²⁵, son modèle d'investissement en Afrique reste indéniablement significativement différent de celui de l'Occident. Pour ce qui est de l'Afrique, c'est en saisissant les divergences évidentes entre les méthodes chinoises et nord-américaines qu'elle pourra maximiser à leur plein potentiel les opportunités chinoises. Elle devra tout

¹²² Kitisson, Marcel, *Africa in China's global Strategy*, (London : British Library Cataloguing-in-Publication Date, 2007), p. 111.

¹²³ Senate Committee on Foreign Relations Subcommittee on African Affairs, "China's Growing Role in Africa: Implications for U.S. Policy", présenté par David H. Shinn du Elliott School of International Affairs of George Washington University, 2011, p. 6.

¹²⁴ La notion de politique de non-interférence a été présenté d'un point de vue africain et chinois respectivement au chapitre un et deux.

¹²⁵ Ljiljana Biukovic, « Selective adaptation of WTO transparency norms and local practice in China and Japan », *Journal of International Economic Law* vol 11 no 4 (2008), p. 825.

de même éviter de donner l'impression de faire front commun avec les EU, puisque la Chine n'accepterait pas une telle situation¹²⁶.

L'Afrique au sein des forums de discussion

L'apparition de différents forums de discussions auxquels l'Afrique prend part avec des pays émergents comme l'Inde et la Chine lui a permis au cours des dernières années d'établir des liens stratégiques qui, somme toute, ont le potentiel de transformer les relations économiques avec ce continent¹²⁷. De son côté et afin de sécuriser et d'alimenter sa croissance économique, la Chine a renforcé ses relations diplomatiques et économiques avec l'Afrique en joignant celle-ci à travers plusieurs forums de discussion où elle joue un rôle clé. Bien que ces forums représentent des opportunités pour solidifier ses relations étrangères, ils ont aussi représenté au fil des années une fenêtre publicitaire importante permettant à la Chine de se présenter comme partenaire et non conquérant ou colonisatrice dénonçant ainsi les craintes exposées par certains acteurs de la politique américaine qui l'avaient longtemps présentée comme une menace économique stratégique¹²⁸.

¹²⁶ Senate Committee on Foreign Relations Subcommittee on African Affairs, "China's Growing Role in Africa: Implications for U.S. Policy", présenté par David H. Shinn du Elliott School of International Affairs of George Washington University, 2011, p. 8.

¹²⁷ Fantu Cheru et Obi Cyril, *The rise of China and India in Africa: Challenges, opportunities and critical interventions*, (Zed books : London, 2010), p. 221.

¹²⁸ Pan, C., « The 'China threat' in American self-imagination: the discursive construction of other as power politics », *Alternatives* 29 (2004), pp. 305.

NEPAD

Le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) est le résultat de l'amalgamation de trois initiatives africaines qui ont vu le jour au tournant du 20e siècle et qui avaient pour but de supporter la renaissance de l'Afrique: le Partenariat du Millénaire pour le Programme de Redressement de l'Afrique (MAP), le Plan Oméga et la Nouvelle initiative pour l'Afrique (NAI). Le site officiel du NEPAD décrit le rôle de l'organisme comme offrant « aux pays africains l'occasion unique de prendre totalement le contrôle de leur programme de développement, de travailler ensemble et étroitement, et de coopérer plus efficacement avec les partenaires internationaux »¹²⁹.

L'organisation est en quelque sorte un front commun des pays africains participant, responsable d'établir les lignes directrices permettant d'améliorer la capacité de négociation du continent. Cependant, le NEPAD a ses limites. Malgré les intentions légitimes qu'il se donne, ce dernier demeure toutefois limité puisque sa stratégie d'émergence continue trop à s'appuyer sur des concepts d'origine occidentale, sur les idées provenant des principaux donateurs (tel que la Chine) ainsi que sur les ressources, le rendant de surcroît incapable de maintenir un agenda de développement propre à l'Afrique¹³⁰.

¹²⁹ Le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), consulté le 08 avril 2013, <http://www.nepad.org/fr/about>.

¹³⁰ Fantu Cheru et Obi Cyril, *The rise of China and India in Africa: Challenges, opportunities and critical interventions*, (Zed books : London, 2010), p. 221.

Le NEPAD a tout de même la capacité d'offrir aux dirigeants africains un tremplin d'où peut émerger une prise de position sur la façon de transiger avec l'Afrique. Ses stratégies doivent par contre s'élever et être appliquées à l'ensemble du continent dans leurs relations avec les Chinois. Comme le mentionne le Dr Ibrahim Mayaki, chef de l'Agence de planification et de coordination du NEPAD, « dans le cas des ententes avec la Chine, nous devons exiger qu'elle fasse plus qu'exporter nos ressources en Chine où elles seront transformées. La Chine doit en fait nous aider à les transformer localement à travers l'industrialisation de notre continent »¹³¹.

Alors que l'Afrique continue de faire face à des défis majeurs relatifs à son développement économique sur la scène internationale, le NEPAD a tout de même fait des progrès significatifs et continuera de jouer un rôle clé dans les relations sino-africaines¹³², puisque certaines des priorités qu'il s'est données cadrent bien avec le modèle chinois utilisé en Afrique. Mentionnons par exemple le domaine de l'agriculture, de la gestion des ressources naturelles, de l'infrastructure, développement humain et la gouvernance économique et des entreprises¹³³.

¹³¹ Le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), « The New NEPAD », entrevue réalisé par Tanya Pampalone avec le Dr Ibrahim Mayaki, consulté le 08 avril 2013, <http://www.nepad.org/fr/ceo039s-office/news/1791/new-nepad>

¹³² Ndayi Zoleka, « In quest of regional integration in Africa: Can the AU/NEPAD reconcile economic plurilateralism with developmental regionalism? », International Journal of African Renaissance Studies - Multi-, Inter- and Transdisciplinarity Volume 6 Issue 1 (2011).

¹³³ Le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), consulté le 08 avril 2013. <http://www.nepad.org/fr/about>

Le FOCAC

Le NEPAD ne doit cependant pas être vu comme la *one stop shopping solution*, mais doit plutôt être utilisé par les dirigeants Africains conjointement avec, par exemple le FOCAC puisque le *Department of Foreign Aid* de la Chine continue de soutenir les initiatives en provenance du FOCAC¹³⁴. En fait, ce forum se présente comme étant le tremplin de prédilection des Chinois pour forger les relations stratégiques économiques avec l'Afrique¹³⁵. En juillet 2012, dans le cadre de la 5^{ème} conférence ministérielle du FOCAC, le président Hu Jintao a rappelé qu'il supportait les efforts fait part l'Afrique pour choisir d'elle-même la voie vers le développement¹³⁶. Il ne faut toutefois pas se leurrer et garder en mémoire que la Chine agira de la sorte tant et aussi longtemps que cette relation répondra à ses propres besoins.

Malgré que le FOCAC soit un forum de discussion important, voire nécessaire, ce dernier comporte tout de même certaines lacunes que l'Afrique devra acquiescer et tenter de résoudre. Cette section ne retranscrira pas la liste entière, produite par Uch U. Ewelukwa, des aspects négatifs des échanges Sud-Sud. Elle reconnaîtra plutôt quelques-uns d'entre eux jugés applicables à la réalité sino-africaine et qui devront être adressés si l'Afrique veut élargir les bénéfices de cette relation avec l'ensemble des pays africain¹³⁷.

¹³⁴ Luke A. Patey et Large Daniel, « Cooperating with China in Africa », DIIS Policy Brief (2012), p. 3.

¹³⁵ Conclusion tirée de l'analyse présenté aux chapitres un et deux.

¹³⁶ Forum on China-Africa Cooperation, « New era for ties with Africa », <http://www.focac.org/eng/ltada/dwjbzjjhys/hyqk/t954803.htm>

¹³⁷ Ewelukwa U. Uch, « South-South Trade and Investment: The Good, The Bad and The Ugly-African Perspectives », *Minnesota Journal of International Law* Issue 2 (Summer 2011) , p. 549 à 574

Le premier aspect négatif important est que seulement quelques pays africains bénéficient significativement de cette relation avec la Chine puisqu'ils sont considérés comme des pays exportateurs importants¹³⁸. C'est notamment le cas de l'Angola, le Sudan, l'Afrique du Sud, la République du Congo et la Guinée Équatoriale. En plus, plusieurs pays africains ne profitent pas en contrepartie d'une bonne relation avec ces pays exportateurs. Cette situation doit être corrigée afin d'éviter que ses pays ne soient mis de côté au détriment de ceux qui jouissent du statut d'exportateur.

Deuxièmement, bien que l'arrivée en masse de produits chinois à bas prix sur les marchés de l'Afrique puisse améliorer l'accès aux produits de consommation chez la population pauvre, cette réalité diminue aussi la croissance de ces mêmes industries en Afrique¹³⁹, tel que décrit au chapitre deux avec l'exemple de l'industrie du textile au Nigeria.

L'Afrique devra donc se doter d'une stratégie qui lui permettra d'assurer une diversification de ses industries afin de diminuer les tensions commerciales qui existent avec les produits importés de la Chine. Troisièmement, la population devra être impliquée dans des débats publics ou des forums de discussion¹⁴⁰ afin de donner la chance aux citoyens de l'Afrique de contribuer aux développements de leurs nations ce qui tel, que mentionné au chapitre 2, pourrait contribuer en partie à l'avènement de mouvement démocratique.

¹³⁸ *Ibid*, p. 551

¹³⁹ *Ibid*, p. 552.

¹⁴⁰ *Ibid*, p. 569.

Alors que le NEPAD et le FOCAC sont tous deux des partenariats représentant les intérêts de l'Afrique entière, d'autres forums de discussion multifacettes existent sans pour autant y voir représentée la communauté africaine entière. N'ayant pas l'intention de produire une analyse exhaustive de ces forums, l'importance ici est de comprendre que bien que le NEPAD tente de se présenter comme le porte-parole principal de l'Afrique, certaines pressions existent et proviennent d'ailleurs en Afrique. C'est le cas notamment de l'Afrique du Sud qui est membre des forums de dialogue *India, Brazil South-Africa* (IBSA) et *Brazil, Russia, India, China, South Africa* (BRICS).

IBSA et BRICS

L'IBSA est un forum de développement œuvrant dans le domaine des relations Sud-Sud. Comme le conclue Mehmet Özkan, l'IBSA a la possibilité de créer un marché qui représente le quart de la population mondiale, ce qui lui donne le potentiel d'être un moteur de développement économique important pour les pays en voie de développement¹⁴¹. Malgré le fait que l'IBSA ne représente que les intérêts de l'Afrique du Sud, cette dernière a par moment tenté de mettre de l'avant certains consensus élaborés par le NEPAD, ce qui fut notamment le cas dans le domaine de la sécurité où ce pays a

¹⁴¹ Özkan Mehmet, « Integration in the Global South: What role for IBSA Dialogue Forum? », *Journal of Global Analysis* Vol 2 No 1 (2011), p. 93.

fait des efforts considérables tant d'un point de vue financier que diplomatique pour promouvoir la fin de conflits armés en Afrique¹⁴².

La nature même des échanges entretenus par le IBSA et le BRICS pourrait donc suggérer que l'Afrique du Sud tenterait de se faire le porte-parole du continent au sein de ces partenariats. Il n'en est toutefois pas le cas puisque plusieurs pays africains considèrent que l'Afrique du Sud est motivée par un désir hégémonique¹⁴³.

Comme le conclue Ioannis Mantzikos dans son analyse sur le multilatéralisme entre le Brésil et l'Afrique du Sud, de tels types d'arrangements (IBSA et BRICS) ont rendu l'architecture des relations étrangères mondiales complexes¹⁴⁴. Il se réfère aussi à la conclusion émise par Shepard Forman and Derk Segaar qui eux critiquent l'utilisation par des pays de ces « *forum-shopping* afin de choisir les mécanismes le plus en ligne avec l'agenda politique individuel [des chefs de pays] »¹⁴⁵. Le rôle de l'Afrique du Sud dans les relations avec la Chine est crucial. En plus d'être un des partenaires du BRICS, la Chine a au courant des dernières décennies renforcé ses relations avec l'Afrique du Sud, qu'elle utilise selon Philippe Hugon comme point d'entrée de ces relations en Afrique¹⁴⁶. Il reste

¹⁴² Mills Soko, « IBSA Regional Security Dimensions: The South African Perspective », Policy: issues & actors Vol 20 no 6 (2007), p. 8.

¹⁴³ Guyot, Sylvain, « Le nouvel ordre territorial sud-africain », *Études* 9 (2006), p. y. Consulté le 8 avril 2013, http://hal.inria.fr/docs/00/19/91/40/PDF/sg_etudes.pdf

¹⁴⁴ Mantzikos Ioannis, « The good multilateralists: Brazil and South Africa in the new area of multilateralism », *Meridiano* vol 47 11 no 118 (2010), p. 13.

¹⁴⁵ Référé par Ioannis Mantzikos de Forman S. et Segaar D., « New Coalitions for Global Governance: the Changing Dynamics of Multilateralism », *Global Governance* Vol. 12 No 2 (2006).

¹⁴⁶ Hugon Philippe, « Les nouvelles alliances Sud-Sud et le rôle des relations tricontinentales dans la crise », *Revue internationale et stratégique*, 2 n° 86 (2012), p. 61

donc aux pays africains de trouver la façon de tirer profit de ces forums tout en diminuant la tendance hégémonique de l'Afrique du Sud.

La Chine et la piraterie

Une autre action chinoise qui pourrait être interprétée comme un pas vers la responsabilité internationale est son implication accrue dans la lutte contre la piraterie au large des côtes somaliennes. Sous les auspices de la résolution 1816 des Nations-Unies autorisant le déploiement de forces navales dans le golfe d'Arabie pour contrer les actes de piraterie se produisant à l'est des côtes de la Somalie, la Chine a déployé en 2008 une force navale chargée d'aider la communauté internationale à contrer les actes de pirateries perpétrées dans cette région¹⁴⁷. À travers cette intervention, la Chine démontra en quelque sorte les premiers signes de son intention à modifier sa longue tradition valorisant une politique de non-interférence dans les affaires internes d'un pays¹⁴⁸.

Malgré le fait qu'une force navale chinoise soit toujours présente dans le golfe d'Arabie, il ne faut pas être trop enthousiaste à l'idée que la Chine fasse preuve d'intérêts aux questions de sécurité internationale. Une telle implication est en réalité étroitement liée au fait que les ressources premières de l'Afrique constituent un intérêt stratégique à

¹⁴⁷ Nations-Unies, « United Nations Documents on Piracy », consulté le 08 avril 2013, http://www.un.org/Depts/los/piracy/piracy_documents.htm

¹⁴⁸ Christensen J. Thomas, « The Advantages of an Assertive China », *Foreign Affairs* vol 90 no 2 (2011), p. 56.

long terme¹⁴⁹. Il est aussi important d'ajouter que la Chine conduit ses opérations de contrepiraterie indépendamment de la flotte navale américaine dans le Golfe d'Aden¹⁵⁰. En fait, le déploiement d'une force navale en 2008 pourrait aussi être considéré comme un premier pas vers la capacité de sécuriser elle-même la route navale la reliant à l'Afrique à travers le détroit de Malacca.

La Chine, par l'entremise de ses *National Oil Companies* (NOC), a toutefois commencé à prendre des mesures pour diminuer sa dépendance au détroit de Malacca, d'où transigeait en 2010 plus de 77 % de ses importations de pétrole, en investissant dans la construction de pipelines lui permettant d'amener du pétrole de la Russie et du Myanmar. Malgré le fait que le pétrole transporté par ce dernier continuera de provenir de l'Afrique, ces nouveaux pipelines devraient permettre de diminuer à 54 % les importations totales de pétrole circulant par le Détroit de Malacca en 2015¹⁵¹. Comme le fait remarquer David H. Shinn, la Chine a démontré vouloir dépendre de moins en moins des EU pour la protection de ses navires marchands dans l'océan Indien; elle se consacre à augmenter sa capacité sous-marine et compte instaurer une capacité de porte-avion dans

¹⁴⁹ Senate Committee on Foreign Relations Subcommittee on African Affairs, "China's Growing Role in Africa: Implications for U.S. Policy", George Washington University, 2011, p. 9.

¹⁵⁰ *Ibid*

¹⁵¹ Jiang Julie and Sinton Jonathan, « Overseas investments by Chinese National Oil Companies »,JIANG, Julie et SINTON, Jonathan. overseas investments by chinese National oil companies. International Energy Agency, February, 2011. Consulté le 9 avril 2013.
<http://www.energianews.com/newsletter/files/8cc4d5d6b70eea5e72502ef1c50ce5fe.pdf>

sa flotte qui lui permettra d'augmenter ses opérations navales dans cette région ou transite 80 % du pétrole chinois en provenance de l'Afrique et du Moyen-Orient¹⁵².

En ce sens, l'Afrique peut donc entrevoir un avenir prometteur où la coopération sino-africaine sera de plus en plus importante¹⁵³. Alors que certains forums internationaux de discussion auront des apports limités pour l'Afrique entière (IBSA et BRICS), d'autres comme le FOCAC et NEPAD ont la capacité de favoriser les relations sino-africaines dans la mesure où l'Afrique peut présenter une voie commune à la Chine. La balance entre les intérêts de la Chine et ceux de l'Afrique est nécessaire à cette symbiose mais il reste toutefois clair qu'au cœur de cette relation prime une priorité chinoise émanant même du gouvernement centré vers sécuriser les ressources nécessaires à sa croissance économique.

¹⁵² *Ibid*, p. 7.

¹⁵³ Oya Carlos, « Greater Africa-China Economic Cooperation: Will This Widen 'Policy Space'? », Development view point no 4, Centre for Development Policy and Research SOAS, University of London, (2008).

CONCLUSION

Cette intrusion aux relations sino-africaines avait pour but d'analyser l'environnement dans lequel cette relation est née afin de déterminer les perspectives d'avenir que l'Afrique peut entrevoir. Bien que généralement la littérature soit d'accord pour conclure que la Chine est intéressée à l'Afrique à cause des ressources naturelles de celle-ci, cet argument n'est toutefois pas suffisant pour expliquer les origines de cette relation. L'analyse de certains faits historiques, tels que la relation Chine-Taiwan et le Massacre de la Place Tiananmen, a permis en premier lieu de constater la pertinence de certains événements du milieu du 20^e siècle. Forte d'une relation solidifiée avec l'Afrique et d'un climat économique volatil en Occident défavorisant les investissements en Afrique, la Chine a donc entrepris de modifier considérablement ses politiques économiques et étrangères ce qui lui permis d'offrir un partenariat alléchant qui répondait aux besoins immédiats des dirigeants Africains.

Le modèle d'investissement proposé par la Chine, grâce à sa politique de non-interférence et à sa capacité à investir des sommes considérables sur le continent africain en échange d'accès à des ressources premières, a réussi à séduire les dirigeants Africains tout en engendrant le développement économique sur ce continent. Il reste tout de même important de comprendre que face à une telle conjoncture, l'Afrique devra favoriser la mise en place de politiques adéquates afin de poursuivre ses efforts consistant à améliorer sa structure de coopération avec la Chine, le tout en favorisant entre autres l'utilisation des forums internationaux FOCAC et NEPAD.

Cette dissertation avait l'intention d'identifier si l'Afrique devait continuer à jouer un rôle actif dans la relation sino-africaine. Bien que la réponse à cette question demeure complexe, l'auteur conclut que la Chine ne peut à elle seule dicter les règles du jeu sur ce continent. L'Afrique a su au courant des dernières décennies prendre une place plus importante dans l'élaboration des règles entourant la relation sino-africaine par l'entremise de forums comme le NEPAD ou le FOCAC, mais aussi grâce aux actions individuelles de certains pays lors de ratification d'ententes avec la Chine. Bien que l'exemple de l'Afrique du Sud soit contesté sur le continent même¹⁵⁴, il reste tout même que ce pays a su tirer profit des discussions émanant des forums IBSA et BRICS démontrant donc qu'il est possible pour un pays singulier de bénéficier de ce type de coopération.

Il reste par surcroît primordial de reconnaître que tout est une question de perspective. Alors que le continent africain a indéniablement pris une place plus importante, cette relation sino-africaine présente toutefois un caractère asymétrique. Malgré que les pays africains bénéficient des méthodes chinoises, c'est certainement la Chine qui en tire le plus grand profit. Même sous la politique de non-ingérence, l'Afrique court le risque de reproduire le modèle de dépendance dont elle a tant souffert dans ces relations avec l'Occident dans le passé.

¹⁵⁴ Discuté au chapitre 3.

Alors que la coopération entre l’Afrique et la Chine est plus forte que jamais et que cette dernière continue d’investir massivement sur ce continent¹⁵⁵, il demeure important pour l’Afrique de comprendre les défis reliant le développement économique à l’émancipation de ses relations étrangères. L’auteur propose ainsi que l’arrivée en force de l’Inde en Afrique doit faire preuve d’analyse supplémentaire dans un contexte de développement des relations sino-indo-africaines. L’Afrique deviendra-t-elle le champ de bataille économique de l’Inde et de la Chine? Seule l’Afrique pourra répondre à cette question. Il serait toutefois dans son intérêt de maximiser la coopération trilatérale afin de faire en sorte que les investissements de ces pays soient les plus complémentaires possible. De grandes opportunités s’offrent donc au continent africain et il reste à voir si celui-ci pourra mettre en place les politiques adéquates afin que les investissements en provenance de l’Inde et de la Chine engendrent la prospérité économique.

¹⁵⁵ China Daily Africa, « China to beef up investment in Africa », consulté le 10 avril 2013, http://www.chinadaily.com.cn/business/2013-04/08/content_16382312.htm

BIBLIOGRAPHIE

Alden Chris, « Emerging countries as new ODA players in LDCs: The case of China and Africa », *Iddri – Idées pour le débat* no 1 (2007).

<http://dspace.cigilibrary.org/jspui/bitstream/123456789/21127/1/Emerging%20Countries%20as%20New%20ODA%20Players%20in%20LDCs%20The%20Case%20of%20China%20and%20Africa%202007.pdf?1>

Alden, C, *China in Africa*, London: Zed Books, 2007.

Alden, C. « China in Africa », *Survival* 47 no 3 (2005), p. 147–164.

Alemayehu Geda et Atnafu G Meskel, « China and India's Growth Surge: Is it a Curse Or Blessing for Africa? the Case of Manufactured Exports », *African Development Review* vol 20 no 2 (2008), p. 247-272.

Alini Erica, « The CNOOC-Nexen review process explained: Q&A on the matter with Debra Steger, a law professor at the University of Ottawa and senior fellow at the Centre for International Governance Innovation », *Macleans*, 7 December 2012. Consulté le 9 avril 2013, <http://www2.macleans.ca/2012/12/07/the-cnoocnexen-review-explained-net-benefit-might-not-even-be-the-point/>

Amnesty International, « Nations unies : le traité sur le commerce des armes se rapproche après un vote retentissant ». Consulté le 21 janvier 2013,

<http://www.amnesty.org/fr/news/un-global-arms-trade-treaty-step-closer-after-resounding-vote-2012-11-07>

Amzat Boukari Yabara, « La démocratie ne se mange pas crue », *Éthique publique* [En ligne] vol 13 no 2 (2011). Consulté le 13 mars 2013,

<http://ethiquepublique.revues.org/844>

Aparna Mathura and Kartikeya Sing, « Foreign direct investment, corruption and democracy », *Applied Economics* vol 45 no 8 (Nov 2011), p. 991-1002.

http://www.aei.org/files/2011/12/07/-foreign-direct-investment-corruption-and-democracy_111718273957.pdf

Asia Time On Line, « China's soft-power diplomacy in Africa », consulté le 17 janvier 2013, <http://www.atimes.com/atimes/China/HF23Ad01.html>

Banque du Canada, « Publication du rapport sur la politique monétaire », consulté le 27 janvier 2013,

http://www.banqueducanada.ca/2013/01/discours/declaration-preliminaire-4/?_utma=1.227151869.1359389030.1359389030.1359389030.1&_utmb=1.1.10.1359

[389030& utmc=1& utmx=-
& utmz=1.1359389030.1.1.utmcsrc=google|utmccn=\(organic\)|utmcmd=organic|utmctr=
bank%20of%20canada%20expected%20growth%202013& utmv=-
& utmk=68652433"](http://search.proquest.com/docview/211643874/fulltextPDF/13D40649D49628A7D4E/1?accountid=9867)

Barry Sautman and Yan Hairong, « Friends and interests: China's distinctive links with Africa », *African Studies Review* vol 5 no 3 (2007), p. 75-114.
<http://search.proquest.com/docview/211643874/fulltextPDF/13D40649D49628A7D4E/1?accountid=9867>

Barry Sautman and Yan Hairong. « African Perspectives on China-Africa Links », *The China Quarterly* 199 (2009), p. 728-759.

Bloomberg, « Clinton Chastises China on Internet, African 'New Colonialism' », publié le 11 juin 2011. Consulté le 15 février 2013.
http://camerlive.com/index.php?option=com_content&view=article&id=33224:hillary-clinton-warns-africa-of-new-colonialism&catid=20:cameroonwebnewscom&Itemid=33"

Bombacci Nicolas, « La Chine et le Nigeria : une relation ambiguë », *Outre-Terre* vol 4 no 30 (2011), p. 289-290. Consulté le 7 février 2013, <http://www.cairn.info/revue-outre-terre-2011-4-page-289.htm>"

Bräutigam Deborah, « China, Africa and the International Aid Architecture », *African Development Bank, Working Papers Series* no 107 (2010), p. 4-49.
<http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/WORKING%20107%20%20PDF%20E33.pdf>

Brautigam, D, « China's African Aid: Transatlantic Challenges », The German Marshall Fund of the United States, Washington, DC, 2008

Bertoncello Brigitte et Bredeloup Sylvie, « Chine-Afrique ou la valse des entrepreneurs-migrants », *Revue européenne des migrations internationales* vol 25 no 1 (2009), p. 45-70. Consulté le 6 février 2013, www.cairn.info/revue-europeenne-des-migrations-internationales-2009-1-page-45.htm

Broadman G. Harry, « China and India go to Africa », *Foreign Affairs* vol 87 no 2 (2008), p. 95–109.
<http://search.proquest.com/docview/214282767/13D36C908B760B339A0/1?accountid=9867>

Campbell Horace, « China in Africa: challenging US global hegemony », *Third World Quarterly* Vol. 29, No. 1 (2008), p. 89-105.

Carrie Tait, « Griffiths to pay millions in African bribery case », *The Globe and Mail*, Jan. 22 2013. Consulté le 9 avril 2013, <http://www.theglobeandmail.com/report-on-business/industry-news/energy-and-resources/griffiths-to-pay-millions-in-african-bribery-case/article7622364/>

Statistic Canada — Gouvernement du Canada, « Canadian International Merchandise Trade Database », consulté le 08 avril 2013. <http://www5.statcan.gc.ca/cimt-cicm/section-section?lang=eng&dataTransformation=7&refYr=2012&refMonth=2&freq=12&countryId=553&usaState=0&provId=1&retrieve=Retrieve&save=null&trade=null>"

Chau Donovan C., « Political warfare in sub-saharan Africa: US capabilities and Chinese operations in Ethiopia, Kenya, Nigeria and South Africa », United States : U.S. Army War College, 2007.

Chen Yuan Yi et Young Michael N., « Cross-border mergers and acquisitions by Chinese listed companies: A principal–principal perspective », *Asia Pacific Journal of Management* vol 27 no 3 (2010), p. 523-539.
<http://ehis.ebscohost.com/ehost/pdfviewer/pdfviewer?sid=da621872-a9f8-46e3-92b8-d3951a3d575a%40sessionmgr104&vid=1&hid=116>

Cheru Fantu and Obi Cyril, « Chinese and Indian engagement in Africa: Competitive or mutually reinforcing strategies », *Journal of International Affairs* vol 64 no 2 (Spring 2011), p. 91-110. ProQuest

China Daily Africa, « Think tank predicts 8.4% China GDP growth », consulté le 26 janvier 2013, http://africa.chinadaily.com.cn/business/2013-01/26/content_16177396.htm

China Heritage Newsletter, « China Heritage Project - Shipping News:Zheng He's sixcentenary », The Australian National University, consulté le 12 janvier 2013, http://www.chinaheritagequarterly.org/articles.php?searchterm=002_zhenghe.inc&issue=002

Christensen J. Thomas, « The Advantages of an Assertive China », *Foreign Affairs* vol 90 no 2 (2011), p. 54-67.
<http://search.proquest.com/docview/853657608/fulltext/13D466BFF0846130017/1?accountid=9867>

Chua Jean, « China Overtakes Japan in Fortune Global 500 Companies for First Time », CNBC, consulté le 9 avril 2013. <http://www.cnbc.com/id/48128996>

Daniel Kaufmann, « Corruption And The Global Financial Crisis », *Forbes News*, 27 January 2009, consulté le 02 avril 2013. http://www.forbes.com/2009/01/27/corruption-financial-crisis-business-corruption09_0127corruption.html

Demba Moussa Dembélé, « En finir avec les politiques imposées à l'Afrique », Entretien réalisé le 11 septembre 2010 pour Transform!, avec Demba Moussa Dembélé, membre du conseil international du FSM, directeur du Forum africain des Alternatives et l'un des coordonnateurs du prochain Forum social mondial qui aura lieu du 6 au 11 février 2011 à Dakar, au Sénégal. Consulté le 07 avril 2013, www.espaces-marx.net/IMG/pdf/T_N7_Dembele_pdf.pdf

Doriye Elirehema, « The Next Stage of Sovereign Wealth Investment: China Buys Africa », *Journal of Financial Regulation and Compliance* vol 18 no 1 (2010), p. 23-31. <http://search.proquest.com/docview/346101352/fulltextPDF?accountid=9867>

Downs E. S., « Who's Afraid of China's Oil Companies? », *Energy Security* (2010), p. 74-78. http://www.brookings.edu/~media/research/files/papers/2010/7/china%20oil%20downs/07_china_oil_downs.pdf

Drury A. Cooper, Jonathan Kriekhaus and Michael Lusztig, « Corruption, Democracy, and Economic Growth », *International Political Science Review* Vol 27 no 2 (April 2006), p. 121-136. <http://ehis.ebscohost.com/ehost/detail?sid=44f82ce9-0e84-4a8e-82fc-add474f50b9c%40sessionmgr4&vid=5&hid=16>

Edoho Felix M., « Globalization and Marginalization of Africa: Contextualization of China-Africa Relations », *Africa Today* vol 58 no 1 (2011), p. 103-124.

Evans, Paul, « Canada, Meet Global China », *International Journal* vol 61 no 2 (2006), p. 283-297. <http://search.proquest.com/docview/220846435/13D4139E29A4E957686/1?accountid=9867>

Ewelukwa U. Uch, « South-South Trade and Investment: The Good, The Bad and The Ugly-African Perspectives », *Minnesota Journal of International Law* Issue 2 (Summer 2011), p. 513-587. http://heinonline.org/HOL/Page?handle=hein.journals/mjgt20&div=21&g_sent=1&collection=journals

Fantu Cheru et Cyril Obi, *The rise of China and India in Africa*, Zed Books Londo: New York, 2010

Fantu Cheru et Obi Cyril, *The rise of China and India in Africa: Challenges, opportunities and critical interventions*, Zed books : London, 2010

Federal Reserve System, « Minute of the Federal Open Market committee held in December 2012 », consulté le 27 janvier 2013, <http://www.federalreserve.gov/monetarypolicy/fomcminutes20121212ep.htm>

Forum on China-Africa Cooperation, <http://www.focac.org/eng/>

Forman S et Segaar, D., « New Coalitions for Global Governance: the Changing Dynamics of Multilateralism », *Global Governance* vol 12 no 2 (2006), pp 205-225. <http://ehis.ebscohost.com/ehost/pdfviewer/pdfviewer?sid=178ab17b-7f25-4673-b1a7-28acd61a4b76%40sessionmgr15&vid=1&hid=2>

François Bart, « Chine et Afrique, une longue histoire, une nouvelle donne géographique », *Les Cahiers d'Outre Mer* vol 1 no 253-254 (2011), p. 193-208. Consulté le 06 février 2013, www.cairn.info/revue-les-cahiers-d-outre-mer-2011-1-page-193.htm

Friedman Edward, « How Economic Superpower China could Transform Africa@ », *Journal of Chinese Political Science* vol 14 no 1 (2009), p. 1-20.

Gale Fred, « China's Food and Agriculture: Issues for the 21st Century », *Agriculture Information Bulletin* no 775 (2002), http://www.ers.usda.gov/media/303452/aib775_1_.pdf

Geda Alemayehu and Atnafu G. Meskel, « China and India's Growth Surge: Is it a Curse Or Blessing for Africa? the Case of Manufactured Exports », *African Development Review* vol 20 no 2 (2008), p. 247-272.

Gongwu Wang and Yongnian Zheng, *China and the New International Order*, New York and London: Routledge, 2008.

Gu Jing, « China's Private Enterprises in Africa and the Implications for African Development », *The European Journal of Development Research* vol 21 no 4 (2009), p. 570-587.

Guyot, Sylvain, « Le nouvel ordre territorial sud-africain », *Études* 9 (2006), p. 1-8. Consulté le 8 avril 2013, http://hal.inria.fr/docs/00/19/91/40/PDF/sg_etudes.pdf

Hao Yufa et L. Su, *Chinas's Foreign Policy Making: Societal Force and Chinese American Policy*, Athenaeum Press Ltd, 2005.

Harry G. Broadman, « The backstory of China and India's growing investment and trade with Africa: Separating the wheat from the chaff », *Columbia FDI Perspectives* no 34 (Feb 2011), <http://www.vcc.columbia.edu/content/backstory-china-and-india-s-growing-investment-and-trade-africa-separating-wheat-chaff>

Helmut Asche and Margot Schüller, *China's Engagement in Africa – Opportunities and Risks for Development*, Africa Department, Economic Affairs, 2008, http://www.giga-hamburg.de/dl/download.php?d=/english/content/ias/pdf/studie_chinas_engagement_in_africa_en.pdf

Hilsum, Lindsey, « The Chinese are coming », *New Statesman*, publié le 4 juillet 2005, consulté le 31 janvier <http://www.newstatesman.com/node/150988>
<http://www.gfmag.com/tools/global-database/economic-data/12147-the-poorest-countries-in-the-world.html#axzz2Om21TZZt>

Hugon Philippe, « Les nouvelles alliances Sud-Sud et le rôle des relations tricontinentales dans la crise », *Revue internationale et stratégique* vol 2 no 86 (2012), p. 57-65.

Ikenberry, G. John, « The Rise of China and the Future of the West - Can the Liberal System Survive », *Foreign Affairs* vol 87 no 83 (2008), p. 23-37.
<http://heinonline.org/HOL/Print?collection=journals&handle=hein.journals/fora87&id=29>

Ipyong J. Kim and D.J. Teufel, *Chinese defense and foreign policy*, New York: New York, 1989.

International Labour Office, « Global wage report 2010/11 », Geneva, consulté le 31 janvier 2013
http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@dgreports/@dcomm/@publ/documents/publication/wcms_145265.pdf

Isabelle Hachey et Fabrice de Pierrebourg, « SNC-Lavalin dans la tourmente en Algérie », *LaPresse*, 22 février 2013. Consulté le 9 avril 2013,
<http://affaires.lapresse.ca/economie/international/201302/21/01-4624255-snc-lavalin-dans-la-tourmente-en-algerie.php>

Joseph Henry Flaherty, Mei Lin Liu, Lei Ding, Birong Dong, Qunfang Ding, Xia Li and Shifu Xiao, « China, The Aging Giant », *Journal of the American Geriatrics Society* Vol 55 Issue 8 (Aug 2007), p. 1295–1300. <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/j.1532-5415.2007.01273.x/pdf>

Laville Jean-Louis, « Économie, démocratie et solidarité », *La vie économique* vol 1 no 1. consulté le 16 mars 2013, <http://www.eve.coop/?a=10>.

Łukasz Fijałkowski, « China's 'soft power' in Africa? », *Journal of Contemporary African Studies* vol 29 no 2 (2011), p. 223-232.
<http://ehis.ebscohost.com/ehost/pdfviewer/pdfviewer?sid=b2710b21-fdc5-4d83-ad9b-b8277f8694ab%40sessionmgr115&vid=1&hid=110>

Jiang Julie and Sinton Jonathan, « Overseas investments by Chinese National Oil Companies », International Energy Agency, February, 2011, 50 pages.
<http://www.energianews.com/newsletter/files/8cc4d5d6b70eea5e72502ef1c50ce5fe.pdf>

Jiang Wenran, « Seeking a strategic vision for Canada-China relations », *International Journal* vol 64 no 4 (2009), p. 891-909.
<http://search.proquest.com/docview/220851646/13D4136324BACFB5EC/2?accountid=9867>

Jiang Wenran, « Fuelling the Dragon: China's Rise and its Energy and Resources Extraction in Africa », *The China Quarterly* 199 (2009), p. 585-609.

Kenyon Georgina, « China Offers Billions in Loans to Boost Health Research in Africa », *Nature Medicine* vol 16 no 1 (2009).

Kevin Rudd, « Australia, the United States and the Asia Pacific region », The brooking institution

Kitisson Marcel, *Africa in China's global Strategy*, London : British Library Cataloguing-in-Publication Date, 2007.

Kragelund Peter, *The Return of Non-DAC Donors to Africa: New Prospects for African Development?*, Oxford UK : Blackwell Publishing, 2008.

Lafargue François, « États-Unis, Inde, Chine : rivalités pétrolières en Afrique », *Afrique contemporaine* vol 4 no 216 (2004), p. 43-56.

Le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), consulté le 08 avril 2013, <http://www.nepad.org/fr/about>

Lesley Jacobs and Pitman B. Potter, « Selective Adaptation and Human Rights to Health in China », *Health and Human Rights* 113 (2006), p. 119.

Leslie Hook, « Zuma warns on Africa's trade ties to China », *Financial Times*, Londres, 19 juillet 2012. Consulté le 05 avril 2013. <http://www.ft.com/cms/s/0/33686fc4-d171-11e1-bbbc-00144feabdc0.html#axzz2PdVD67LC>

Liuping Fan and Michael N.A., « Eskin to Frying oil use in China », *Lipid Technology* vol 24 no 6 (June 2012), p. 131-133.

Ljiljana Biukovic, « Selective adaptation of WTO transparency norms and local practice in China and Japan », *Journal of International Economic Law* vol 11 no 4 (2008), p. 803–825.

Luo, Yadong and Rosalie L. Tung, « International Expansion of Emerging Market Enterprises: A Springboard Perspective », *Journal of International Business Studies* vol 38 no 4 (2007), p. 481-498.
<http://search.proquest.com/docview/197133372?accountid=9867>

Luke A. Patey et Large Daniel, « Cooperating with China in Africa », DIIS Policy Brief (2012), p. 1-4.
http://kms2.isn.ethz.ch/serviceengine/Files/EINIRAS/141716/ipublicationdocument_singledocument/c6d6ae14-5575-48c6-8855-58bf98d583a2/en/DIIS-Policy-brief-cooperating-with-China-in-Africa-Patey-Large-Web.pdf

Manji Firoze et S. Marks, *African perspectives on China in Africa*, Oxford: Fahamu, 2007.

Mantzikos Ioannis, « The good multilateralists: Brazil and South Africa in the new area of multilateralism », *Meridiano* vol 47 no 118 (2010), p. 6-14.
<http://ehis.ebscohost.com/ehost/pdfviewer/pdfviewer?sid=8704515a-71a6-40c1-ae38-a2c61efa749b%40sessionmgr104&vid=1&hid=106>

Marchal Roland, « La Chine et l'Afrique : des retrouvailles aux faux-semblants », in Christophe Jaffrelot, *L'enjeu mondial*, Presses de Sciences Po « Annuels », 2008, p. 235-247. Consulté le 7 février 2013, <http://www.cairn.info/l-enjeu-mondial-1---page-235.htm>

Margaret Egbula and Qi Zheng, « China and Nigeria: a powerful South-South alliance », *West African Challenges* no 5 (November 2011), p. 1-19.

Mawdsley, Emma, « China and Africa: Emerging Challenges to the Geographies of Power », *Geography Compass* vol 1 issue 3 (2007), p. 405–421

Mihailescu R. Andrea, « Analysis: Africa big oil supplier to China », United Press International, 18 juillet 2005, consulté de 8 avril 2013.

http://www.upi.com/Business_News/Security-Industry/2005/07/18/Analysis-Africa-big-oil-supplier-to-China/UPI-33081121716261/

Mills Soko, « IBSA Regional Security Dimensions: The South African Perspective », *Policy: issues & actors* vol 20 no 6 (2007), 19 pages.
http://dspace.cigilibrary.org/jspui/bitstream/123456789/30631/1/pia20_6.pdf?1

Ministry of Commerce Peoples's Republic of China (MOFCOM), « Outline of the 12th Five-Year plan for development of trade in services ».

Morin-Allory Ronan, « Chine-Soudan, une amitié à l'ombre des derricks », *Outre-Terre* vol 3 no 20 (2007), p. 227-243.

Naidu Sanusha, Lucy Corkin and Hayley Herman, « China's (Re)-Emerging Relations with Africa: Forging a New Consensus? », *Politikon* vol 36 no 1 (2009), p. 87-115.

Ndayi Zoleka, « In quest of regional integration in Africa: Can the AU/NEPAD reconcile economic plurilateralism with developmental regionalism? », *International Journal of African Renaissance Studies - Multi-, Inter- and Transdisciplinarity* vol 6 issue 1 (2011), p.78-93. <http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/18186874.2011.592394>

New Straits Times, Tuesday June 6 1989, p. 8, consulté le 29 janvier 2013,
<http://news.google.com/newspapers?id=vrUTAAAIAIAJ&sjid=NpADAAAIAIAJ&pg=6544,1211131&dq>

Nguyen Éric, *Les relations Chine-Afrique : l'empire du Milieu à la conquête du continent noir*, Levallois-Perret : Studyrama, 2009.

Nolan Peter, « Is China buying the world? », *Challenge* vol 55 no 2 (2012), p. 108-118.
<http://ehis.ebscohost.com/ehost/pdfviewer/pdfviewer?sid=68e2ae88-8fc1-4d4f-91f1-cf43ce96c036%40sessionmgr12&vid=1&hid=3>

O'Neill Jim, « Les BRIC, nouvelles grandes puissances dans le futur ? », *Revue internationale et stratégique* vol 4 no 72 (2008), p. 231-244.
<http://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2008-4-page-231.htm>

Obuah Emmanuel, « Trade between China and Africa: Trends, Changes, and Challenges », *International Journal of China Marketing* vol 2 no 2 (2012), p. 74-88.

OECD, Country statistical profile: China 2011-2012, <http://www.oecd-ilibrary.org/sites/csp-chn-table-2011-1->

en/index.html?contentType=/ns/KeyTable,/ns/StatisticalPublication&itemId=/content/table/csp-chn-table-en&containerItemId=/content/table/csp-chn-table-en&accessItemIds=&mimeType=text/html&site=fr

Oya Carlos, « Greater Africa-China Economic Cooperation: Will This Widen ‘Policy Space’? », *Development view point* no 4, Centre for Development Policy and Research SOAS, University of London, (2008).

Yan Qin, « One Family, One Car: The Better Strategy for Sustainable Development in China », *Business Review Cambridge* vol 11 no 2 (2008), p. 200-205.
<http://search.proquest.com/docview/197299919/fulltextPDF/13BFBCC56E439D9CC17/1?accountid=9867>

Organisation des Nations-Unies, « Statement by the Chinese Delegation at the General Debate of the UN Conference on the Arms Trade Treaty », consulté le 27 janvier 2013,
http://www.un.org/disarmament/ATT/statements/docs/20120709/20120706_China_E.pdf

Organisation des Nations-Unies, « The Arms Trade Treaty - resolution of the General Assembly 67/234 », consulté le 21 janvier 2013,
http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/67/234&Lang=E

ONUDC, « Why Fighting Crime Can Assist Development in Africa: Rule of Law Protection of the Most Vulnerable », consulté le 30 janvier 2013,
http://www.unodc.org/pdf/ART_publication.pdf

Oxfam Québec, « Accord à l’ONU pour conclure un traité sur le commerce des armes en 2013 », consulté le 21 janvier 2013, http://oxfam.qc.ca/communiqués/2012-11-07_accord-l-onu-pour-conclure-un-trait-sur-le-commerce-des-armes-en-2013

Özkan Mehmet, « Integration in the Global South: What role for IBSA Dialogue Forum? », *Journal of Global Analysis* vol 2 no 1 (2011), p. 83-95.
<http://ehis.ebscohost.com/ehost/pdfviewer/pdfviewer?sid=6aa3bf5a-8d3f-4a0c-86c1-ec77b2d85d7e%40sessionmgr198&vid=1&hid=106>

Pan, C., « The ‘China threat’ in American self-imagination: the discursive construction of other as power politics », *Alternatives* 29 (2004), pp. 305–331.
<http://ehis.ebscohost.com/ehost/pdfviewer/pdfviewer?vid=4&sid=9f6241a2-ad0c-4e09-b171-fa37b1b40e2a%40sessionmgr113&hid=106>

Payne, R. J. and Veney, C. R., « China’s post-Cold War African policy », *Asian Survey* vol 38 no 9 (1998), p. 867–879.

Pham J. Peter, « China's African strategy and its implications for U.S. interests », *American Foreign Policy Interests* vol 28 (2006), p. 239–253.
<http://ehis.ebscohost.com/ehost/pdfviewer/pdfviewer?vid=4&sid=7da89ad1-727b-434b-9103-ce026d7f5e5b%40sessionmgr13&hid=4>

Pham J. Peter, « China's role and influence in Africa, FDCH Congressional Testimony », Military & Government Collection, 29 March 2012, 14 pages. Consulté le 3 avril 2013.
<http://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=mth&AN=32Y3151459500&site=ehost-live>

Pham J. Peter, « U.S. National Interests and Africa's Strategic Significance », *American Foreign Policy Interest* vol 27 no 1 (2005), p. 19-29.
<http://ehis.ebscohost.com/ehost/pdfviewer/pdfviewer?sid=6fea4d0b-7e6b-448e-83a4-b97231e54715%40sessionmgr4&vid=1&hid=4>"

Puzic Sonja, « Ottawa approves \$15B Chinese takeover of Nexen », CTVNEWS, 7 December 2012. Consulté le 9 avril 2013, <http://www.ctvnews.ca/canada/ottawa-approves-15b-chinese-takeover-of-nexen-1.1070698>

Quantin Patrick, « La démocratie en Afrique à la recherche d'un modèle », *Pouvoirs* vol 2 no 129 (2009), p. 65-76.

« Report on World Economic Forum on Africa, From Vision to Action - Africa's Next Chapter », Cape Town, South Africa 4-6 May 2011. Consulté le 17 mars 2013,
http://www3.weforum.org/docs/AF10/WEF_AF10_Report.pdf

« Report on World Economic Forum on Africa, Redesigning Africa's Growth Strategy », 5-7 May 2010, consulté le 17 mars 2013.
http://www3.weforum.org/docs/AF11/WEF_AF11_Report.pdf

Reuters, « No way China can sustain its growth: Biden », consulté le 27 janvier 2013,
<http://www.reuters.com/article/2012/02/06/us-usa-china-biden-idUSTRE8151VD20120206>

Roger Fox, « China: Fragile superpower - by Susan L. Shirk », *Economic Affairs* vol 28 no 4 (2008), p. 92-93.

Rotberg Robert I., *China into Africa: Trade, aid and influence*, Washington, D.C. : Brookings Institution Press, 2008

Senate Committee on Foreign Relations Subcommittee on African Affairs, « China's Growing Role in Africa: Implications for U.S. Policy », George Washington University, 2011.

Serge, Michel, « When China met Africa », *Foreign Policy* vol 166 (2008), p. 39-46.

Breslin Shaun, « The 'China model' and the global crisis: from Friedrich List to a Chinese mode of governance? », *International Affairs* 87 no 6 (2011), p. 1323–1343.
http://eu-asiacentre.eu/documents/uploads/pub_17_breslin_in_ia.pdf

Schmitter, P. C., & Karl, T. L., « What democracy is... and is not », *Journal of Democracy* vol 2 no 3 (1991), p. 114-120.

Shelly, Zhao, « The China-Angola Partnership: A Case Study of China's Oil Relations in Africa », *China Briefing Magazine*, publié le 25 mai 2011, consulté le 31 janvier 2013,
<http://www.china-briefing.com/news/2011/05/25/the-china-angola-partnership-a-case-study-of-chinas-oil-relationships-with-african-nations.html>

Sklair Leslie, « Global System Theory and the Fortune Global 500 » *International Journal of Politics, Culture, and Society* vol 12 no 3 (1999), p. 435-450.
<http://search.proquest.com/docview/757200838?accountid=9867>

Smith, David, « Desmond Tutu attacks South African government over Dalai Lama ban », *The Guardian*, 05 octobre 2011,
<http://www.guardian.co.uk/world/2011/oct/04/tutu-attacks-anc-dalai-lama-visa>

« SNC-Lavalin soupçonné de corruption en Algérie », *Radio-Canada*, 21 février 2013.
 Consulté le 9 avril 2013, <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Economie/2013/02/21/008-snc-lavalin-corruption-algerie.shtml>

Steven C. Radelet, *Emerging Africa: How 17 Countries Are Leading the Way*, Brookings Institution Press : Baltimore, 2010

Strauss, Julia C. « The Past in the Present: Historical and Rhetorical Lineages in China's Relations with Africa », *The China Quarterly* vol 199 (2009), p. 777-795.

Taylor Ian, « China's foreign policy towards Africa in the 1990s », *The Journal of Modern African Studies* vol 36 no 3 (1998), p. 443–460,
http://lg4mz7rm8y.search.serialssolutions.com/directLink?&atitle=China%27s+foreign+policy+towards+Africa+in+the+1990s&author=Taylor%2C+Ian&issn=0022278X&title=The+Journal+of+Modern+African+Studies&volume=36&issue=3&date=1998-09-01&spage=443&id=doi:&sid=ProQ_ss&genre=article

Taylor Ian, « China's oil diplomacy in Africa », *International Affairs* vol 82 no 5 (2006), p. 937-959. <http://ehis.ebscohost.com/ehost/pdfviewer/pdfviewer?vid=4&sid=32899557-9832-4710-b47b-d986c36d4be6%40sessionmgr14&hid=16>

Tewari Dave, « Will Chinese Investment Create Economic Development in Africa?: Some Perspectives and Reflections », *Anthropologist* vol 15 no 1 (2013), p. 43-51. consulté le 12 février 2013, [http://www.krepublishers.com/02-Journals/T-Anth/Anth-15-0-000-13-Web/Anth-15-1-000-2013-Abst-PDF/T-ANTH-15-1-043-13-830-Tewari-D-D/T-ANTH-15-1-043-13-830-Tewari-D-D-Tx\[5\].pmd.pdf](http://www.krepublishers.com/02-Journals/T-Anth/Anth-15-0-000-13-Web/Anth-15-1-000-2013-Abst-PDF/T-ANTH-15-1-043-13-830-Tewari-D-D/T-ANTH-15-1-043-13-830-Tewari-D-D-Tx[5].pmd.pdf)

« The Poorest Countries in the World », *Global Finance*, consulté le 20 mars 2013, <http://www.gfmag.com/tools/global-database/economic-data/12147-the-poorest-countries-in-the-world.html#axzz2Om21TZZt>

The World Bank, « China's Investment in African Special Economic Zones : Prospects, Challenges, and Opportunities, Economic Premise », March 2010 (5), consulté le 05 avril 2013, <http://siteresources.worldbank.org/INTPREMNET/Resources/EP5.pdf>

The World Bank, « Chinese Investments in Special Economic Zones in Africa: Progress, Challenges and Lessons Learned », Janvier 2011, consulté le 20 mars 2013, http://www.ppiaf.org/sites/ppiaf.org/files/publication/Africa_China_SEZs_Final.pdf

Thompson D., « China's soft power in Africa: from the "Beijing Consensus" to health diplomacy », *China Brief* vol 5 no 21 (2005), p. 1-4.

Titiloye Ademola, Oyejide, Abiodun S. Bankole, and Adeolu O. Adewuyi, « China-Africa Trade Relations: Insights from AERC Scoping Studies », *The European Journal of Development Research* vol 21 no 4 (2009), p. 485-505.

Transparency International – The global coalition against corruption, « Bribe Payers Index 2011 », consulté le 29 mars 2013, <http://bpi.transparency.org/bpi2011/interactive/>

Transparency International – The global coalition against corruption, « Corruption Perception Index 2012 », consulté le 20 mars 2013, <http://www.transparency.org/cpi2012/results>

Tull Denis M., « China's Engagement in Africa: Scope, Significance and Consequences », *The Journal of Modern African Studies* vol 44 no 3 (2006), p. 459-479.

U.S. Energy Information Administration (EIA), « China analysis », consulté le 27 janvier 2013, <http://www.eia.gov/countries/cab.cfm?fips=CH>

UNCTAD, « World Investment Report 2012: Towards a New Generation of Investment Policies », Regional trends in FDI, Chap 2. Consulté le 20 février 2013, <http://www.unctad-docs.org/files/UNCTAD-WIR2012-Chapter-II-en.pdf>

UNDP, « Asian Foreign Direct Investment in Africa: Towards a New Era of Cooperation among Developing Countries », United Nations: New York, 2007.

Wagner JoAnne, « Going out: Is China's skillful use of soft power in Sub-Saharan Africa a threat to U.S. interest? », *Joint Force Quarterly* issue 64 1st quarter (2012), p. 99-106.

Wei Tian, « China has second-most Fortune 500 companies », *China Daily*, consulté le 9 avril 2013. http://europe.chinadaily.com.cn/business/2012-07/11/content_15566964.htm

World Economic Forum on Africa, « Shaping Africa's Transformation Addis Ababa », Ethiopia 9-11 May 2012, consulté le 20 mars 2013, http://www3.weforum.org/docs/AF12/WEF_AF12_Report.pdf

Yiagadeesn Samy, « China's aid policies in Africa: Opportunities and challenges », *The round table* vol 99 no 406 (Février 2010), p. 75-90.

Yiyi, Su, Dean Xu, and Phillip H. Phan, « Principal-Principal Conflict in the Governance of the Chinese Public Corporation », *Management & Organization Review* vol 4 no 1 (2008), p. 17-38.

http://lg4mz7rm8y.search.serialssolutions.com/directLink?&atitle=Principal-Principal+Conflict+in+the+Governance+of+the+Chinese+Public+Corporation&author=Su%2C+Yiyi%3BXu%2C+Dean%3BPhan%2C+Phillip+H&issn=17408776&title=Management+and+Organization+Review&volume=4&issue=1&date=2008-03-01&spage=17&id=doi:&sid=ProQ_ss&genre=article

Zafar Ali, « The Growing Relationship between China and Sub-Saharan Africa: Macroeconomic, Trade, Investment, and Aid Links », *The World Bank Research Observer* vol 22 no 1 (2007), p. 103-130.

Zhang Weiwei, « The allure of the Chinese model », *International Herald Tribune*, 2 November 2006, consulté le 18 mars 2013.

http://www.sinoptic.ch/textes/articles/2006/20061102_zhang.weiwei_chinese.model-en.pdf